

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 723.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Riccobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 300 L • Grèce :
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

**LES NOUVEAUX
PHILOSOPHES
OU LA PUB-PHILOSOPHIE**

**1% d'augmentation des prix
en juin selon la CGT**

**Il n'aura fallu que 6 mois
pour atteindre la hausse
maximum annuelle fixée
par Barre !**

Il n'aura fallu qu'un seul semestre pour que l'objectif du gouvernement sur une année entière soit — pratiquement — atteint ! Il ne s'agit ni d'augmentation de pouvoir d'achat ni de création d'emploi. Mais de l'inflation qui, depuis le 1^{er} janvier 1977, a progressé de 5,9 % d'après la dernière statistique de la CGT portant sur le mois de juin (+ 1 %). Le plan Barre, on s'en souvient, prédisait, en septembre dernier, une hausse des prix maximum de 6,5 % au cours de l'année...

Ah, bien sûr, on vous dira que c'est la faute au café et, de façon plus générale, aux matières premières. C'était, du moins l'explication au mois de février. Et puis, on savait que l'inflation serait forte pendant quelques mois, parce qu'on avait décidé d'équilibrer les comptes des entreprises publiques en débloquent leurs tarifs à compter du 31 mars. C'était, du moins, l'explication au mois d'avril. Enfin, cette sacrée pluie de printemps qui a retardé les récoltes des fruits et légumes, a fait bondir les prix des produits alimentaires. C'était, du moins, l'explication au mois de juin.

Toujours est-il qu'avec près de 6 % d'inflation en six mois, le pouvoir d'achat moyen des salariés n'aura pu que régresser en ce début d'année. En effet, les directives de Ceyrac aux patrons recommandaient de n'accorder que 3,5 % d'augmentations de salaires durant le premier semestre. Ce chiffre avait été révisé en hausse à 4,5 % à la

suite des mauvais indices d'avril et de mai. Il n'empêche qu'en faisant les comptes, 5,9 % de plus pour les prix et 4,5 % de plus pour les salaires, cela fait 1,4 % de moins pour le pouvoir d'achat. Le plan Barre commence à frapper.

Et ce ne sont pas les vagues professes de Barre à Bergeron sur la reprise des négociations dans le secteur public qui vont modifier les choses. Pas plus que les « actions diversifiées » proposées par les confédérations syndicales après le 24 mai qui ont buté sur une détermination patronale et gouvernementale que, seul, un mouvement d'ensemble pourrait briser. Quand les travailleurs reviendront de vacances, au mois de septembre, la note sera encore plus lourde et les porte-monnaie plus légers.

Il est à cet égard inquiétant de voir les partis du Programme commun s'apprêter à signer une réactualisation dans laquelle figurera la revendication du SMIC à 2 200 F... pour le mois d'avril 1978. On sait que la CGT et la CFDT réclament ce chiffre sur la base du pouvoir d'achat de mai 1977. Le parti communiste, paraît-il, défend les propositions syndicales dans les négociations avec ses partenaires. Ne serait-ce pas l'occasion d'en faire une campagne publique nationale, au moment où l'inflation trouve un rythme de croisière d'environ 1 % par mois ?

Pierre Julien

Voyage

chez les mercenaires de l'électronique

« Vous avez sûrement souhaité vérifier l'activité d'un certain personnel de votre entreprise à travers ses actions quotidiennes. Dans le même ordre d'idées, vous souhaiteriez conserver les traces enregistrées d'entretiens importants qui vous concernent, entretiens pouvant se dérouler, soit en votre présence, soit en votre absence. Vous désireriez également pouvoir contrôler même à distance et sans aucune intervention humaine l'activité de collaborateurs, de contremaîtres, d'employés et d'ouvriers, dans une optique de sécurité et pour éviter au maximum les pertes de temps, les ordres mal compris et les fuites diverses. »

Si vous êtes intéressé par cette offre, et par d'autres du même genre, sachez qu'il existe une entreprise qui peut la satisfaire, en toute discrétion : « Promotions et Qualité », 84 rue des Entrepreneurs, 75015 Paris. Comme l'indique leur carte de visite, et comme le rappelle la lettre adressée à des patrons dont nous venons de citer quelques extraits, il s'agit « d'électronique spéciale » et de « prestation de service ». Très spéciale également. Bref d'une entreprise dont la raison sociale est de poser des micros et autres mouchards. Déguisé en cadre supérieur, un de nos reporters y est allé voir de plus près.

Lire page 7

GRANDE-BRETAGNE

Les mineurs rompent le contrat social

**• Un coup sévère à la politique
de collaboration de classe**

Le Syndicat des mineurs a infligé mardi un coup sévère à la politique de collaboration de classes menée par le gouvernement travailliste de James Callaghan.

La conférence nationale du syndicat réunie à Tynemouth a pris en effet deux décisions importantes. Elle a décidé à l'unanimité de rejeter toute prolongation du « contrat social », l'accord conclu il y a deux ans

par le gouvernement et les syndicats pour contrôler les hausses de salaires afin de « combattre l'inflation ». La deuxième année du « contrat social » se termine le 31 juillet prochain.

La conférence a également demandé que le salaire hebdomadaire des travailleurs du fond soit porté à 135 livres par semaine au mois de novembre alors que le maximum est ac-

tuellement de 71 livres. Les autres catégories de travailleurs de la mine devraient être augmentés

dans des proportions analogues.

Lire page 2

Accord franco-allemand sur l'énergie nucléaire

Elle a un joli nom : la SERENA. Sereine ? Peut-être, mais alors dans le cynisme... SERENA, c'est en effet le nom de la nouvelle société franco-allemande (avec potiches belges et néerlandaises), chargée de la promotion et de la vente de surrégénérateurs à l'étranger. Tel est le principal résultat de la négociation France-RFA qui vient d'aboutir à une série d'accords bilatéraux signés mardi au siège du CEA à Paris.

Lire page 3

Loi martiale sur tout le Pakistan après le coup d'Etat militaire



L'armée a pris le pouvoir, mardi matin, à l'aube, au Pakistan, au cours d'une opération surprise qui semble ne s'être heurtée à aucune résistance. Le Premier ministre Bhutto ainsi que d'autres dirigeants du pays et les responsables de l'opposition de l'Alliance nationale pakistanaise ont été incarcérés « pour assurer leur protection », affirme le communiqué militaire officiel qui qualifie par ailleurs Bhutto « d'ancien Premier ministre ».

La parfaite coordination du coup d'Etat semble indiquer que, préparé de longue date, il a impliqué l'ensemble des forces armées. C'est le général Zia Ul Haq qui semble être à la tête du coup d'Etat. Chef d'état-major de l'armée de terre et à ce titre, numéro deux dans la hiérarchie militaire, Zia Ul Haq a annoncé, hier soir, que la loi martiale entrerait en vigueur sur l'ensemble du territoire et que les assemblées étaient dissoutes. Un gouvernement « purement provisoire » composé de juges de la Cour suprême et de hautes personnalités militaires va être mis en place. Il sera remplacé « aussi vite que possible » par un gouvernement « légal ».

L'armée a pris discrètement position aux points stratégiques, mais son intervention n'a pas provoqué de manifestations de la part des Pakistanais qui se rendaient à leur travail, mardi matin, à Islamabad. Il semble même qu'à Karachi, centre de l'opposition à Bhutto, l'armée n'ait pas reçu un accueil défavorable.

Lire page 2

PAKISTAN

L'armée s'empare du pouvoir

Le Premier ministre Bhutto et les dirigeants de l'opposition emprisonnés

En apparence, le coup d'Etat militaire, survenu hier matin, constitue une surprise. En effet, après plus de trois mois de crise, consécutive aux élections de mars 1977 dont les résultats étaient contestés par l'opposition, les négociations entamées depuis un mois entre le gouvernement de Bhutto et l'opposition avaient abouti à un accord sur les points essentiels (voir Rouge du 10 juin 1976). De nouvelles élections devaient avoir lieu en octobre. Les dizaines de milliers de prisonniers politiques devaient être libérés et les libertés démocratiques rétablies pour l'essentiel.

Certes, l'Alliance nationale pakistanaise était revenue sur le compromis élaboré entre les deux parties le 2 juillet dernier et exigeait de « nouvelles garanties » « pour des élections justes, libres et honnêtes ». Une

nouvelle fois, la menace de rupture des négociations était avancée. Il semble que l'armée se soit saisie de ce prétexte pour intervenir. On apprendait pourtant dans la soirée de lundi que les négociations entre le gouvernement et l'opposition allaient reprendre (le « scénario » de rapture et de reprise des négociations avait déjà été joué une dizaine de fois les mois précédents et la dernière menace tenait plus à la campagne électorale déjà lancée de fait qu'à de sérieuses divergences).

Le mécanisme du coup d'Etat, préparé probablement de longue date, devait être déjà enclenché, il aboutissait hier matin à la prise du pouvoir par l'armée et à l'arrestation de Bhutto, de membres de son gouvernement et des dirigeants de l'opposition.

L'échec de Bhutto.

Zulfikar Ali Bhutto accède à la présidence du Pakistan, en décembre 1971, à la suite de la démission du général Yahya Khan. Après une période de trouble consécutive à la proclamation de l'indépendance du Bangladesh (ancienne partie orientale du Pakistan) et à l'échec militaire pakistanaise devant l'Inde, le pouvoir revient aux civils (levée de la loi martiale en avril 1972) et Bhutto prend le poste de Premier ministre. Fondateur du Partidu peuple pakistanaise, il bénéficie d'un assez large soutien dans les masses populaires par la politique de réformes démocratiques et économiques qu'il affirme vouloir réaliser. En 1973, une nouvelle constitution est adoptée, le gouvernement procède à la nationalisation des industries clés ainsi que les banques et assurances. Une réforme agraire est promulguée et le pouvoir des féodaux, les « sardars » est remis en cause dans les campagnes.

Ces réformes pourtant ne profitent pratiquement pas aux travailleurs et petits paysans qui avaient mis leurs espoirs en Bhutto. Les entreprises nationalisées étaient largement déficitaires et leurs propriétaires sont indemnisés. La nationalisation des banques permet de consentir des prêts aux capitalistes disposant déjà de fonds pour investir, et dans les campagnes, la réforme agraire ne profite qu'aux paysans riches, liés à la bureaucratie du pouvoir, qui seuls obtiennent des prêts leur permettant d'acheter des produits importés, tracteurs ou engrais.

Bhutto va se heurter très vite à deux obstacles de taille. La question nationale d'abord, avec la lutte des nationalités opprimées par l'Etat pakistanaise qui prend une ampleur particulière dans la province du Balouchistan où se généralise la guérilla. Bhutto doit envoyer sans cesse plus de soldats (il y en a environ 100 000 actuellement) qui s'aliènent complètement la population par les massacres qu'ils accomplissent, les concentrations de population forcées dans des camps et la pratique généralisée de la torture.

Mais le gouvernement est également confronté à la récession mondiale de l'économie capitaliste qui accentue l'inflation et provoque une hausse importante du chômage.

Le cours répressif du régime

Confronté à une certaine montée du mécontentement, dû aux promesses non tenues et aux difficultés auxquelles doivent faire face petits paysans et travailleurs, Bhutto répond par la répression. Il tente de limiter d'abord, puis d'écraser les syndicats après avoir consenti certaines améliorations pour les travailleurs dans les entreprises nationalisées pour les couper de leurs organisations. Tout un arsenal législatif est mis en place pour entraver ou empêcher les activités ouvrières. Le droit de grève est limité et les dirigeants syndicaux combattifs pourchassés.

De nombreux amendements à la Constitution sont votés grâce à la large prépondérance du PPP à la

chambre (90 % des députés). Ils vont tous dans le sens d'une limitation des droits démocratiques, l'indépendance du pouvoir judiciaire est sapée, l'état d'urgence est imposé dans des périodes de plus en plus longues, la presse est censurée, etc. Le régime se dote d'un appareil répressif de plus en plus efficace : création des forces de sécurité fédérales et d'autres corps répressifs, armement et matériel moderne.

Dans le même sens, le parti gouvernemental fait l'objet de nombreuses purges qui en expulsent tous les éléments de gauche alors

les écoles transformées en prisons, et pourtant, Bhutto est incapable de stopper la mobilisation. Obligé de faire des concessions de plus en plus importantes aux exigences tant religieuses (islamisation du pays) que démocratiques (levée de la loi martiale, déclarée illégale en justice), il doit quasiment accepter lors des négociations les demandes de l'opposition.

Le coup d'Etat.

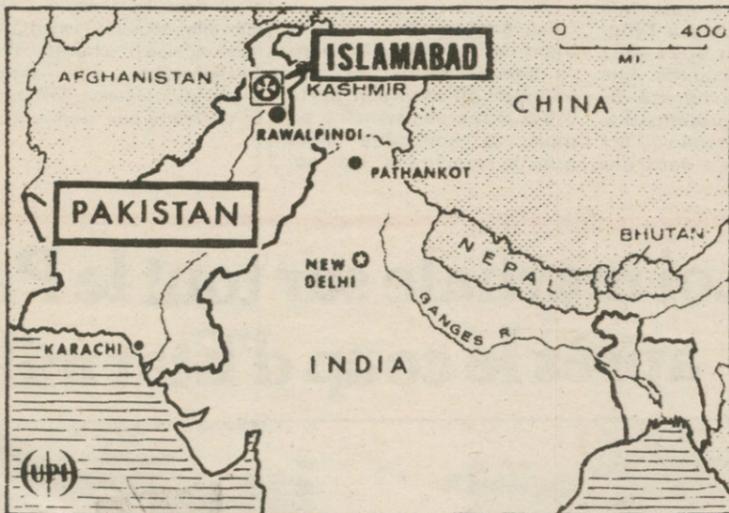
L'armée dont l'opposition, au début de la crise, avait réclamé l'inter-

vention de l'incapacité de Bhutto à ramener le calme au moment où l'économie pakistanaise est complètement désorganisée par la crise politique.

Un accord avec l'ANP comme la victoire probable de celle-ci aux élections, sur un fond de montée du mouvement de masse et des travailleurs en particulier pouvait se révéler dangereuse pour la bourgeoisie. Le rétablissement des libertés démocratiques, en donnant des possibilités d'action et d'organisation à la classe ouvrière, l'inquiétait également.

L'ouverture d'une période « démocratique » avec un pouvoir central « faible », soumis aux pressions du mouvement de masse, représentait un danger particulier pour l'armée au moment où elle doit faire face à la guérilla baloutche, remettant en cause l'état centralisé du Pakistan. Il lui fallait donc intervenir.

Frédéric Carlier



que de nombreux notables y entrent pour faire carrière et consolider leur pouvoir local.

Les élections truquées

C'est dans ce contexte que se déroulent les élections en avril 1977. Face à Bhutto, se constitue une alliance entre une série de partis réactionnaires et religieux islamiques et des partis « démocratiques » ayant une certaine influence dans les minorités nationales. L'Alliance nationale pakistanaise va mener l'essentiel de sa campagne sur le thème du rétablissement des libertés démocratiques (comme en Inde contre Indira Gandhi) et sa campagne bénéficie d'un réel impact populaire, surtout dans les villes et chez les nations minoritaires de l'Etat.

C'est le truquage à grande échelle de ces élections (par exemple, dans la province du Balouchistan où les élections ne peuvent se tenir, les autorités désignant elles-mêmes les députés, tout simplement !) qui provoque la crise. L'opposition en conteste les résultats et, ce truquage venant après une longue période de répression et de restriction des libertés de la part du gouvernement, les masses se mobilisent de plus en plus largement derrière l'ANP pour exiger la démission de Bhutto et de nouvelles élections. Grèves ouvrières et de commerçants, manifestations prenant un caractère insurrectionnel se multiplient.

Bhutto doit bientôt faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre, les forces de répression étant débordées. Un millier de morts environ, des milliers de blessés et environ cent mille prisonniers, souvent torturés dans

vention contre Bhutto, lui était restée fidèle pendant toute la durée de la crise. Elle s'était discréditée auprès de la population par la répression et les tueries contre les manifestants. L'armée est surtout in-



ETAT ESPAGNOL

LES HOMMES DU PRESIDENT

La formation du nouveau gouvernement d'Adolfo Suarez

« Jurez-vous d'accomplir fidèlement votre mission avec loyauté au roi ?... » « Je le jure. » Pour la première fois depuis quarante ans, les nouveaux ministres du gouvernement espagnol ont prêté serment, mardi matin, devant Juan Carlos, sans jurer sur les principes du « Mouvement » ni sur les lois franquistes.

C'est sans surprise qu'a été accueillie la formation du gouvernement Suarez. Tous les membres de la nouvelle équipe qui forment le cabinet « monocolore » sont issus en grande partie du Centre démocratique d'Adolfo Suarez. Les seuls changements importants se situent dans le domaine économique et social.

Six ministères clés ont été attribués à d'anciens ministres du précédent gouvernement : Martin Villa (Intérieur), Roe Oreja Aguirre (Affaires étrangères), Lavilla Alsina (Justice), Llado y Fernandez Arritia (Transports et Communications), Abril Martorel (vice président du gouvernement pour les Affaires politiques) et le général Gutierrez Mella (vice-président pour la Défense,

qui regroupe maintenant les trois portefeuilles de l'Armée de terre, de l'Air et de la Marine).

Le portefeuille de vice-président du gouvernement pour les Affaires économiques est attribué à Fuentes Quintana. C'est un universitaire économiste « indépendant », directeur d'études de la Confédération des caisses d'épargne à ses heures perdues. C'est, en somme, le Raymond Barre espagnol.

Et bien évidemment, ce sont des libéraux de nuance « centre gauche » qui sont nommés au ministère du Bien-Etre social (sic) et au ministère des Relations du travail. En effet, un peu de démagogie « à gauche » ne fera pas de mal à un gouvernement qui va affronter, dès la rentrée, une situation économique (30% d'infla-

Comme on dit, c'est le changement... dans la continuité.

Après la formation du nouveau gouvernement, c'est l'attente en Espagne. Toutes les formations politiques, en particulier le PC et le PS, réservent leurs commentaires pour le programme de gouvernement qui doit être communiqué prochainement.

tion) et sociale (plus de 1 million et demi de chômeurs) catastrophique.

Enfin, pour couronner le processus de « démagogisation » que subit le régime Suarez, un ministère chargé des relations avec les régions a été créé pour répondre au « virus » autonomiste qui se développe dans l'Etat espagnol. M. Clavera Arevalo est également universitaire et président du Parti libéral andalou, l'une des douze composantes de l'Union du centre démocratique et est partisan de l'autonomie pour les diverses régions de l'Espagne.

Comme on peut le voir, Suarez prépare son état-major afin de livrer une bataille sociale qu'il est loin d'avoir gagnée d'avance.

GRANDE BRETAGNE

Les mineurs contre le contrat social

Suite de la première page

Le syndicat des mineurs, qui vient de prendre la décision de ne plus respecter le contrat social, n'est pas le plus important des TUC (confédération nationale), il ne compte que 260 000 membres, mais c'est l'un des plus combatifs. La longue grève qu'il avait menée en 1974 avait contribué à précipiter la chute du gouvernement conservateur d'Edward Heath.

La décision prise mardi par les mineurs amenuise les chances de survie du gouvernement travailliste, d'autant plus que le syndicat a menacé de lancer un ordre de grève si ses revendications n'aboutissent pas. La direction des TUC va s'efforcer, dans les jours qui viennent, de tout faire pour empêcher un tel mouvement, en s'appuyant notamment sur le puissant syndicat des transports, qui tient aujourd'hui son congrès.

Cependant, le développement du chômage et de l'inflation provoque en Grande-Bretagne un profond mécontentement chez les travailleurs qui acceptent de moins en moins la politique de limitation des salaires. Une grève des mineurs pourrait faire tâche d'huile et provoquer de toute façon une crise politique.

Les travaillistes ne tiennent que par le soutien parlementaire des libéraux. L'échec de la politique de pacte social les ferait rentrer dans l'opposition et aboutirait immédiatement à des élections anticipées. Le discrédit grandissant des travaillistes, qui est déjà apparu lors des dernières élections partielles, laisse donc présager une victoire des conservateurs en cas d'élections anticipées.

Le système du bipartisme amènerait donc à ce paradoxe de voir une grève ouvrière aboutir à l'élection d'un gouvernement conservateur... Ce serait l'aboutissement d'une politique d'austérité menée par un parti ouvrier.

URSS/USA

Quand les voleurs s'accusent mutuellement de vol

« On fait, aux Etats-Unis, beaucoup de discours grandiloquents sur les droits de l'homme, mais ce qui y manque absolument, ce sont les droits et les libertés authentiques pour des millions de citoyens », écrit mardi la Pravda dans un grand article dénonçant le leur du système démocratique américain, les scandales, le racisme, le chômage massif et la misère. Toutes choses rigoureusement exactes. Et il est vrai qu'il est indécent et hypocrite d'entendre ces beaux démocrates américains, Carter en tête, emboucher les trompettes des droits de l'homme, eux qui ont sur les mains le sang des Vietnamiens, eux qui portent les chevaliers du profit volé aux travailleurs, eux qui portent au front la marque indélébile de l'étranglement chilien.

Mais il est tout aussi grotesque que ce soit ceux qui ont tourné la démocratie ouvrière en farce sanglante qui assènent aujourd'hui ces leçons de démocratie fut-ce à l'impérialisme. Ceux-là n'ont de leçon à donner à personne, pas plus que les premiers d'ailleurs. Et pendant que sur la scène des grandes manœuvres diplomatiques, les coquins donnent la comédie des faux-semblants avec leurs gourdins en caoutchouc, en coulisse, chacun règle ses comptes, qui avec ses dissidents, qui avec ses offenseurs du capital. Le tout au nom de la coexistence pacifique, de l'avantage mutuel et réciproque et du principe bien compris de la non-ingérence.

Lorsque Carter crie : « Au voleur », c'est au nom de la propriété privée. Quand Brejnev lui répond : « Au voleur toi-même », il le fait en usurpateur, sur les ruines de toute démocratie ouvrière.

Quand Carter dit : « Voyez, le socialisme, c'est les camps », il permet à Brejnev de rétorquer : « Il attaque le socialisme. » Et quand ce dernier attaque — à juste titre — la « démocratie américaine », qui ira le croire ?

Car ce qui les fait secrètement trembler les uns comme les autres, c'est précisément la démocratie, le socialisme.

Sacha Blumkine

UNION SOVIETIQUE

GUINZBOURG INCULPE

Alexandre Guinzbourg, arrêté depuis le 3 février parce qu'on aurait trouvé chez lui des devises étragères au cours d'une perquisition, vient d'être inculpé « d'agitation et propagande antisoviétique ». Cette inculpation, la plus lourde pour un « politique » vaut dix ans de réclusion assortie de cinq ans de relégation. Le cas de Guinzbourg est d'autant plus grave qu'il est considéré comme un « récidiviste ». Il avait, en effet, déjà été condamné à cinq ans en 1967, en compagnie de Galanskov, pour avoir rédigé un livre blanc sur le procès des écrivains Siniavski et Daniel.

Guinzbourg, membre du Groupe de surveillance des accords d'Helsinki, administrait par ailleurs le Fonds d'aide aux prisonniers politiques, alimenté par Soljénitsyne.

Joseph Begoun, condamné la semaine dernière à deux ans de relégation pour « oisiveté », ayant été licencié de son emploi après avoir déposé une demande d'émigration, a été déporté en Sibérie orientale.

De son côté, Grigorenko, dans un appel, proteste contre les lourdes condamnations de Tikhy et Roudenko. Pour le premier, âgé de 55 ans, la peine de 15 ans équivaut à une détention à perpétuité. Quand au second, la condamnation à 7 ans de camp à régime sévère équivaut à une condamnation à mort, en raison de son état de santé. Leonid Pliouchtch a lancé à ce propos « un appel angoissé à tous les partis, à tous les syndicats » pour la libération des deux démocrates ukrainiens.

En France, quatre physiciens, conduits par le prix Nobel, Alfred Kœstler, se sont rendus à l'ambassade d'URSS pour réclamer la libération de leur collègue soviétique, Orlov. Le diplomate de service leur a fait savoir qu'il s'agissait d'une affaire « purement intérieure ».

Les négociations se poursuivent entre les ravisseurs de Mohamed Hussein el Zahabi (ancien ministre des Affaires religieuses), la secte d'extrême droite « Repentir et Hégire » et les autorités du Caire. L'ultimatum adressé au gouvernement a été reporté à deux reprises. Les ravisseurs exigent la libération de 60 de leurs amis.

Le MPAIAC (Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien) a fait exploser une bombe dans le plus grand hôtel de Las Palmas pour riposter au refus de l'Espagne d'autoriser l'entrée aux Canaries de la commission de l'OUA chargée d'enquêter sur la situation politique dans l'archipel.

L'accord franco-allemand sur le nucléaire VENDRE DES SURREGENERATEURS

L'accord signé hier entre la France et la RFA pour la promotion des réacteurs surrégénérateurs exprime de la plus claire manière la logique profonde du choix des surrégénérateurs : non pas, comme le dit EDF, répondre à une « utilité sociale », mais s'assurer une place sur le marché mondial, en profitant du repli momentané des Etats-Unis.

L'accord comprend deux volets : le premier prévoit une coopération étroite dans le domaine de la recherche entre le CEA, Interatom (filiale de Siemens) et le GFK (Centre de recherche nucléaire de Karlsruhe). Le second concerne la commercialisation, dont l'exclusivité est confiée à une société franco-allemande, la SERENA (société de promotion des systèmes de réacteurs rapides au sodium). Cette société aura pour tâche de vendre des licences aux pays qui seraient intéressés. Elle est constituée par les apports en capitaux d'une société filiale à la fois du CEA et de Novatome, pour la France, de la société

allemande KUG, contrôlée par Siemens, du Belgonucléaire et de Neratom (Pays-Bas).

Que signifie cet accord ? Principalement, le transfert de la technologie acquise par le CEA français à de grands groupes européens, transfert déjà largement amorcé, aussi bien par la filialisation du CEA (qui avait causé la longue grève de La Hague l'an dernier), que par la construction de Super-Phénix par une société européenne, la NERSA. Moins que jamais, les mythes de l'indépendance et de la technologie « cocorico » n'ont de consistance.

Deuxièmement, la rédaction de l'accord exprime une volonté d'accélérer, coûte que coûte, le recours aux surrégénérateurs : la part française dans la SERENA doit en effet décroître de 65 % à 51 %, lorsque sept contrats de vente de surrégénérateurs auront été conclus. La tête et les jambes, en quelque sorte. Le CEA, tête savante, Siemens, réseau de démarchage et de vente. L'option commerciale est

donc confirmée et planifiée, au mépris des professions de foi opposées à la prolifération nucléaire.

Enfin, en associant la Belgique, les Pays-Bas (et en prévoyant d'associer l'Italie), c'est le caractère « européen » de l'industrie nucléaire qui se trouve confirmé.

La conclusion de l'accord qui se préparait depuis plus d'un an montre que du côté français, le pouvoir a nettement décidé que c'en était fini des hésitations, même limitées, qu'il a connues ces derniers temps : on engage de nouvelles tranches à Fessenheim et ailleurs ; barre déclarée que « le programme sera poursuivi sans défaillance », l'accord franco-allemand arrive à conclusion. De toute évidence, le temps du « DIALOGUE » avec les écologistes est tout-à-fait clos, s'il n'a jamais existé. C'est une donnée importante à prendre en compte pour préparer Malville.

Verdi

Le film du collectif Grain de Sable

«Nucléaire, danger immédiat» sortira-t-il aujourd'hui à Paris ?

Le film de Serge Poljinsky, « Nucléaire, danger immédiat », doit sortir le 6 juillet au palais des arts, et le 8 au studio Saint-Séverin (1). Ce n'est pas un film comme les autres : il a été réalisé par souscription populaire. Tous les individus et associations qui le désiraient ont acheté des bons de souscription, sortes d'avances, qui leur donnaient la possibilité d'assister au film à sa sortie ou d'organiser des projections militantes.

L'idée est venue du collectif Grain de sable et des comités Malville : les premiers avaient déjà produit un film : *La ville est à nous*, qui dénonçait les mécanismes de la spéculation immobilière. Les seconds avaient bien envie de faire quelques chose dans le même genre sur le nucléaire et la mobilisation contre Super-Phénix.

La souscription fut alors lancée, et elle permit d'avoir matériel et pellicule sur le terrain à Malville en juillet.

Le collectif définit sa méthode comme une forme de cinéma direct : « On va chez les gens, on parle longuement, et lorsqu'ils savent exactement ce qu'ils veulent exprimer, on peut construire avec eux la scène à tourner aussi précisément que l'on construit au cinéma d'après le découpage d'un scénario. »

Ainsi, nous sont présentées les mobilisations antinucléaires, en particulier celles des paysans : ceux de Plogoff, ceux de Braud-Saint-Louis.

Le film a donc mis hors de lui EDF : c'est qu'il revendique bien haut de ne pas être objectif. Il n'est pas pour autant manichéiste. Les choses ne parlent-elles pas d'elles-mêmes, avec juste un petit coup de pouce venu du côté de la caméra ? Ainsi, le monsieur d'EDF qui participe à un débat contradictoire a des cernes et une coloration sanguine, des joues fort bien mises en valeur. Pour le collectif Grain de sable, en effet, « si la culture est une arme, il faut se donner les moyens d'appuyer sur la détente ». Ce ne sont pas des « armes » bien guerrières, toutefois, mais surtout, celles du rire et du sourire : des gardes mobiles suant de chaud dans leurs uniformes noirs frôlés par des jeans, des hanches, des jupes de vacances à Malville. Des petites matins de garde solitaire sur le site par des CRS en mal de leur *Désert des Tartares*. Un coq qui semble chanter par hasard lorsque le sous-préfet de la Tour-du-Pin (près de Malville) expose sa version des choses.

Mais, ce film si astucieusement financé, sortira-t-il vraiment ? Il a mis en colère ces messieurs d'EDF dont l'un des représentants est l'objet d'une séquence jugée déplaisante. Aussi, juste le jour de la sortie du film, à 17 h, Serge Poljinsky est assigné en référé au tribunal de grande instance. EDF demande la coupure des passages où elle est impliquée : ira-t-on enlever, vers 18 h, les bobines projetées à partir de 14 h ?

nous montrant une excursion nucléaire avec feu de sodium sur bruit de sirènes d'alerte. Sérieux ou pastiche ? Cela en irritera certains, cela présente le danger d'une approche irrationnelle du nucléaire, mais la fiction est aussi un moyen de réflexion. Et une maquette aussi évidemment de carton bouilli, cela n'a rien à voir avec *les Dents de la mer*.

Madeleine Verdi

(1) — 6 juillet, au Palais des Arts, boulevard Sébastopol.
— 8 juillet, au studio Saint-Séverin. Après la séance de 21 h, débat.
— On peut encore souscrire : collectif Grain de sable, Patrick Périllat, route du Pont-de-l'Abîme, 74540, Gruffy.



Aujourd'hui, nous commençons une rubrique régulière : « La Gazette de Malville ». Nous y ferons le point, chaque jour, sur des aspects concrets de la mobilisation, sur les débats de fond liés à la préparation, sur des rappels techniques, etc. Nous demandons aux lecteurs de nous aider à alimenter cette « Gazette », en nous envoyant annonces, articles, chroniques, etc.

Réunion de la coordination parisienne

Hier soir, l'ambiance était chaude, au 37 bis rue des Maronites, où se réunissait, comme tous les lundis, à 20 h 30, la Coordination parisienne des comités Malville. En effet, à trois semaines du grand rassemblement de l'été, il s'agit de mettre les bouchées doubles, et notamment d'intensifier la campagne de popularisation sur Paris.

Une cinquantaine de personnes, représentant de nombreux groupes, ont participé à la réunion qui, après une présentation rapide et générale du déroulement de ces deux journées, traite de deux points importants : d'une part, la nécessité de définir une attitude collective à adopter face aux flux et, d'autre part, les diverses actions qu'il s'agit d'entreprendre, notamment le 14 juillet.

Sur le premier de ces points, les positions sont encore confuses, même si un consensus semblait se faire sur la nécessité d'organiser une autodéfense minima ; l'hétérogénéité des motivations des individus et des divers groupes qui composeront la manifestation, ainsi que l'importance de cette dernière, ne sont pas de minces obstacles pour arriver à une position commune, permettant de réaliser les buts fixés avec le moins de dégâts possibles.

Sur le deuxième point, qui concerne la popularisation de la lutte contre l'implantation du surrégénérateur, la coordination parisienne invite à une rencontre, samedi 9 juillet, dès 14 h, au 37 bis, rue des Maronites.



K7 UNIVERSITE ROUGE

Sont disponibles actuellement :

- 1 Le mode de production capitaliste (J.Valier).
- 2 Les contradictions du capitalisme (J.Valier).
- 3 L'impérialisme (J.Valier).
- 4 L'Etat dans la société capitaliste (M.Hallouze).
- 5 Le matérialisme historique (J.M. Vincent).
- 6 Les classes sociales 1 (D.Bensaïd).
- 7 Les classes sociales 2 (D.Bensaïd).
- 8 La théorie léniniste de l'organisation (H.Weber).
- 9 La dégénérescence bureaucratique du mouvement ouvrier (H.Weber).
- 10 Le phénomène stalinien 1 (G.Filoché).
- 11 Le phénomène stalinien 2 (G.Filoché).
- 12 La crise actuelle du capitalisme (J.Valier).
- 13 Le Front Populaire (P. Franck).
- 14 Le Parti Communiste Français (D. Berger).

- 15 Le modèle chinois - I - (F. Carlier).
- 16 Le modèle chinois - II - (F. Carlier).
- 17 La révolution allemande 1918-1923 (J.M. Vincent).
- 18 La révolution espagnole (D. Bensaïd).
- 19 La révolution portugaise.
- 6 K7 : 120 F port inclus
- 12 K7 : 214 F port inclus
- 19 K7 : 320 F port inclus

à l'adresse des Editions de la Taupe Service K7 Formation 10, impasse Guéméné 75004 PARIS

Chèques libellés à l'ordre des Editions de la Taupe. Toutes ces K7 sont en vente à l'unité à la Librairie Rouge : 20 F.

A propos des « pub-philosophes » et des « Maîtres Penseurs » de Glucksmann

Jeu de société

Vous mélangez dans une cuisine quelques mangeurs d'idées reçues, vous les installez comme chez vous devant une tasse de café pour que ça fasse plus naturel que nature. Quelques plans sur la basilique du coin pour bien situer les racines (« Vézelay, citadelle du monde... ») puis vous laissez aller le déroulé des phrases, la musique de mots creux comme des tambours, l'échevelé distingué des regards et la colère feinte à coups de formules.

Et vous avez le tableau — très efficace et très réussi — que TF1 nous a présenté, lundi soir, de quelques jeunes gens qui s'essayaient à la « nouvelle philosophie » autour des tempes grises de Maurice Clavel.

Le Maurice d'ailleurs, sous ses extraordinaires dons de cocotte vieillissante, a un insigne avantage sur ses compères : il laisse croire qu'il croit ce qu'il dit croire. Glucksmann lui n'a pas peur des gros mots. Jambet et Lardreau, à défaut d'anges, font les bêtes. Sollers de son côté nous assène la conclusion terrible de son itinéraire spirituel : « Il faut garder les yeux ouverts »... Quant à Foucault, il est là — hélas — complice, assigné au rôle de successeur de Kant, ce qui n'a pas l'air de le gêner plus que ça.

Toute cette mise en scène pourquoi ? Pour que ces jeunes gens nous confient farouchement leur « nuit de feu », leur soudaine révélation qu'en URSS, le goulag a existé et existe encore et que, comble de témérité pour ces amoureux déçus du maoïsme, en Chine, c'est pareil.

Pauvres de nous ! Dans quelle ignorance patageons-nous sans ces « nouveaux philosophes » ? Vers quel destin de sang nous précipiterions-nous, si nous n'écouterions ces nouveaux maîtres ?

Après, il n'y a plus qu'à se laisser charmer par le va-et-vient de la caméra qui saisit de près une formule fulgurante au creux des volutes de fumée des cigarettes ou qui enchaîne en fondant sur les vieilles pierres de Vézelay.

Le jeu continue. On leur dit « tu » et ils s'empressent de répondre « je ». Les mots clés, ceux qu'on retient entre 22 h et minuit, reviennent sans qu'on ait l'air de les commander : goulag, horreur, goulag, goulag... Quelques citations pour impressionner, une grossièreté au passage pour prendre du recul et le tour est joué.

Plus rien n'existe, ni science ni pensée. Les modes ont passé comme les années, le marxisme puis l'existentialisme et le structuralisme. Le goulag approche et guette l'Occident. Nos jeunes prophètes vous le disent : 1978, c'est déjà l'abîme, le point de non retour au-delà duquel il ne sera plus possible que de « désespérer ».

Simon Ploëch



DU GOULAG A L'ABBAYE DE VEZELAY

André Glucksmann se prend pour un héraut de la liberté. Son livre « les Maîtres Penseurs » (1) se donne pour but explicite la défense de la pensée libre et la traque du totalitarisme du concept. Il pourchasse l'injonction, l'impératif, la formule dictatoriale, la vérité qui ne tolère plus de questions et se donne pour définitive. Il croit faire l'éloge des chemins qui ne mènent nulle part, de l'humeur vagabonde, du droit à l'erreur et de l'errance dans l'inutile. En réalité, il ne produit que des sarcasmes laborieux, tel « ce furieux fumet antisémite » qu'il reproche au Marx de la *Question juive*, et son imagination, dans les attaques contre les maîtres penseurs, loin de donner une impression d'alacrité, est particuliè-

rement besogneuse dans son esprit terre à terre et rassis. La seule désinvolture qui lui réussisse parfaitement est celle qu'il manifeste dans le traitement des penseurs dont il veut faire des maîtres, pour ne pas dire des pères fouettards ou des épouvantails.

Leurs textes, nous dit A. Glucksmann, sont *des textes de la loi et du pouvoir*, ce qui lui permet de les ignorer superbement. Point n'est besoin de s'apesantir sur ce que disent les incriminés, point n'est besoin de les soumettre à une critique systématique et historique, non rien de tout cela n'est vraiment nécessaire, puisque, décrète notre auteur, les maîtres penseurs restent dans le domaine pervers du savoir et du pouvoir.

tout aussi inadmissibles — bien qu'affectées de signes opposés.

On sent, il est vrai, chez A. Glucksmann, une haine profonde de la violence, une sorte de réaction de rejet devant toutes les formes de coercition et d'oppression. Mais ce refus, qui se veut radical, est, en réalité, comme le revers d'une fascination ancienne. Après avoir découvert que, contrairement à la mythologie des maoïstes de la Gauche prolétarienne, la violence n'a aucune vertu purificatrice par elle-même et qu'elle peut fort bien être l'expression de la volonté de puissance et du paternalisme des intellectuels qui se disent révolutionnaires, il ne cherche plus qu'à en limiter l'usage en écartant en premier lieu toute mise en question globale et systématique du pouvoir en place. Il ne tolère plus que la critique à distance, la fuite devant les affrontements les plus décisifs, puisque toute implication dans une lutte « finale » pour ou autour de

rapport à ce qu'il croit être l'essentiel, le maintien d'un tête-à-tête hostile entre la bureaucratie et la plèbe de ceux qui refusent la raison d'Etat — cette fameuse plèbe qui n'est finalement plus qu'un état d'esprit. L'important est d'être partout où le pouvoir ne vous attend pas, de ne pas jouer selon les règles du jeu, de ne pas danser à son rythme, de récuser tous les absolus dont il peut se prévaloir. Malheureusement, qu'A. Glucksmann le veuille ou non, la liberté dont il se fait l'activiste, notamment contre Brejnev et Pinochet, ne peut être qu'une liberté de bouffon ou de fou du roi, certainement pas celle des masses. Elle n'a, en effet, pas de mains, puisqu'elle tend à se réfugier dans le séjour des esprits et des ombres, en refusant tout combat inscrit dans un contexte social et politique précis.

Une fascination ancienne

Fichte, Hegel, Nietzsche et Marx sont tous — dans cette optique singulière — *des chantres de l'Etat*

science ou du pouvoir, sans se préoccuper des révolutions concrètes, de leurs contradictions, de

Le renoncement

C'est en définitive à une politique de renoncement ou plus exactement à un renoncement à la politique que nous invite A. Glucksmann. Comme une partie très importante de la génération de mai-juin 1968, il a condamné et il condamne toujours avec force les appareils, tous les appareils, et cela, avec d'autant plus de force qu'il s'est frotté à un « quartier général de la révolution » (*la Cause du peuple*) dont le libéralisme n'était pas la caractéristique principale. Mais maintenant que les flons-flons de la fête sont terminés et qu'il n'est plus possible de s'en remettre à une essence mythique du prolétariat ou du peuple, l'évocation rituelle et magique de la spontanéité des masses apparaît comme une arme bien émoussée et dérisoire contre ces obstacles bureaucratiques qu'on présente comme si redoutables. Il ne reste plus alors qu'à adopter la position apparemment rebelle de l'intellectuel qui se veut ailleurs, mais qui, pour se trouver loin des compromissions quotidiennes des appareils réformistes — l'Union de la gauche par exemple — se trouve aussi à cent lieues des luttes réelles et des efforts entrepris pour transformer le mouvement ouvrier.

En fonction de cela, le « gauchisme » d'A. Glucksmann n'est plus aujourd'hui qu'une caricature grinçante et grimacante, une façon désespérée de jouer les critiques conséquents de l'oppression, après avoir abandonné la recherche des véritables moyens de la libération, par rapport à des pouvoirs qu'on ne tente même plus d'analyser de près. A quand l'heure des intellectuels « punk » ?

Jean-Marie Vincent



ou encore les dispensateurs d'une science de la révolution qui ne peut avoir pour objet que l'Etat et son perfectionnement. Qu'il y ait entre eux des différences considérables, que Fichte et Hegel aient été des idéologues de la révolution bourgeoise alors que Marx et Nietzsche sont les critiques acerbes d'une société bourgeoise qui n'a plus rien de triomphant, tout cela n'inquiète apparemment pas A. Glucksmann. Pour lui, tout se passe dans le royaume des entités abstraites, où l'on jongle avec l'abstraction de la révolution, l'abstraction de la

leurs avancées et de leurs retours en arrière. De cette façon,

A. Glucksmann peut réduire la Révolution française à la Terreur et la révolution russe au Goulag, projetant ensuite sur toute révolution à venir les jugements négatifs qu'il produit à si bon compte. L'antidogmatisme dont il se réclame se révèle ainsi singulièrement dogmatique. Quant au fond, il ne fait que prendre le contre-pied des vieilles abstractions stalinienne sur le pouvoir et sa toute-puissance, pour aboutir à des simplifications

l'Etat lui apparaît coupable — serait-ce même pour détruire ce dernier, étant donné qu'il risque de renaître de ses cendres. Selon lui, combattre vraiment les pouvoirs en place, c'est contester et protester inlassablement, ce n'est pas fournir des solutions de rechange aux régimes existants, encore moins développer la perspective concrète d'un dépérissement de l'Etat. Bien

entendu, A. Glucksmann n'exclut pas des changements à la tête des Etats existants. Mais ils sont, à ses yeux, relativement secondaires par

C'était pas tout rose à la fête du PS à Villeurbanne !

Pas toute rose, cette fête, en effet, et pour les femmes et pour les antimilitaristes... Certes, on avait vu grand : toutes les associations et groupements étaient invités à l'animer, elle devait se dérouler tous les jours et dans tous les quartiers à la fois. Mais le temps et l'enthousiasme n'étaient pas au rendez-vous, et puis comment participer à une fête en fin d'après-midi et soirée quand on a travaillé toute la journée et qu'il faut faire le repas, coucher les petits, etc. ?

Le groupe femmes de Villeurbanne, qui animait deux soirées de films-débats et une vente de livres féministes a dénoncé cet aspect qui

bien sûr touchait en premier lieu les femmes : aucune crèche, aucun buffet pas cher. « Vous avez pensé à tout le monde, aux enfants (marionnettes, jeux, films, funambules...) aux personnes âgées (chansons, bal du 3^e âge...) même aux nationalités (journée italienne, maghrébine, juive, espagnole...) mais pas aux femmes. » C'est ce qui fut dit aux deux conseillers municipaux venus assister au premier film-débat sur la maternité. Sa réponse fut simple : d'abord on avait déjà beaucoup dépensé, et ça aurait coûté trop cher, puis le groupe femmes s'il avait voulu n'avait qu'à organiser la crèche.

Autour du film *Le Sel de la terre*, le débat fut animé. Les femmes de Lip qui étaient là surent lui donner la dimension concrète de leur lutte. Ainsi tant le stand que les deux soirées-débat, qui, malgré les autres festivités, regroupèrent de 150 à 200 femmes ont connu un certain succès.

Mais si les femmes pouvaient être facilement de la fête les antimilitaristes eux n'avaient pas intérêt à montrer leur nez. Il est vrai que M. Henu est susceptible sur la question et que son futur rôle de ministre lui tient à cœur. Ainsi lorsque le Collectif national de soutien aux luttes des soldats déploya une

banderole et distribua un tract au cours du régal de Béranger, Henu en personne n'hésita pas à menacer les antimilitaristes, et bien sûr le SO du PS empêcha toute prise de parole sur le podium alors que Béranger lui-même avait donné son accord.

Bref, c'était pas tout rose la fête à Villeurbanne. On aurait dû s'en douter... quand on a reçu le bulletin municipal sur le programme de la fête, et bien il y avait par deux fois de la publicité pour Monin-Ordures services, une sale boîte, on s'en souvient, qui a licencié 120 travailleurs immigrés, il y a quelques mois...

Piérine

L'armée veut raser une forêt à Creil

700 HECTARES POUR LES MIRAGES IV

Pour permettre l'atterrissage de ses Mirages III, l'armée veut raser 700 hectares de forêt dans la région de Creil dans l'Oise (cf. « Rouge » du 28 juin 1977). Hier, le ministère de la Défense démentait ; mais ce matin dans « le Courrier picard », le colonel Pessidou, commandant de la BA 110, explique : « Il ne s'agit que de

l'écrêtage d'une partie des arbres qui se trouve dans la trajectoire d'atterrissage. » Ecrêter, nous dit-on à l'ONF, on ne connaît pas cette technique. Un hêtre fait 20 mètres de tronc avec une touffe de feuilles au sommet, couper 4 à 5 mètres et vous aurez de merveilleux poteaux téléphoniques ! Elle sera belle la forêt d'Hallat.

De notre envoyé spécial

Tout le bassin creillois est en émoi depuis qu'un tract reproduisant une lettre confidentielle de la direction départementale de l'Agriculture était massivement distribué la semaine passée. Cette lettre dit notamment : « En réponse à votre communiqué concernant le plan de servitude aéronautique de dégagement de l'aérodrome de Creil, sollicitant mon avis sur les incidents en forêt, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le projet ne peut être accepté dans sa forme actuelle. Si elle devait être retenue dans son intégralité, c'est pratiquement 700 hectares de forêt qui seraient appelés à disparaître. Ceci ne peut être logiquement accepté, au moment où l'on veut de plus en plus protéger la nature. »

Ils sont bien nombreux ceux qui ici sont opposés aux projets de l'armée, mais pour des raisons somme toute fort diverses. D'abord les notables, qui sous la houlette de l'abbé Merlette se sont regroupés dans le ROSO, regroupant les associations de sauvegarde de l'Oise. Sorte d'organisme de défense, interlocuteur privilégié du préfet et du ministère de la Qualité de la vie, il a été créé sur merusre pour la concertation.

Le comité de défense, animé par le maire socialiste de Creil, M. Chanut, regroupe 20 communes sur les 24 concernées par les travaux. Enfin, le comité contre l'extension de la base, qui a été formé à la suite d'une réunion d'information



Château-Arnoux

UN HUITIEME JEUNE ALGERIEN INCULPE DE VIOLENCES A AGENT

Après la ratonades de Château-Arnoux, le collectif de soutien s'est réuni lundi soir. Il s'est divisé en trois commissions. La première s'occupait de l'aspect juridique du soutien aux familles et aux victimes des violences racistes de la gendarmerie. Tous les inculpés ont rédigé une lettre à M^e Diessler, avocat au barreau de Marseille pour qu'il s'occupe des dossiers. D'autres avocats sont également saisis pour organiser la défense localement.

La famille d'un des jeunes Algériens a fait savoir au juge d'instruction qu'elle veut témoigner sur les fameuses « violences à agent » qu'aurait commis est leur fils. Tous

les membres de la famille ont, en effet, assisté au tabassage du jeune, chez lui.

Ainsi, les aspects juridiques de la défense sont donc discutés minutieusement. Hier, un huitième mineur, Areski, a été inculpé sur plainte de la gendarmerie. Il y a donc maintenant huit jeunes inculpés, pour la plupart mineurs : Ali (18 ans), Mesaoud (17 ans), Rachid (17 ans), Amed (17 ans), Farid (16 ans), Brain Oulgina (19 ans) et Ahmed Belkassen (21 ans). Le collectif appelle la population à soutenir financièrement les familles pour les nombreux frais de justice. On peut verser, en mentionnant « Pour les familles de

Château-Arnoux », à Union interprof, région Systéron mairie, 04 200 Systéron CCP Marseille, N° 6054M.

Une deuxième commission a rédigé un tract qui sera distribué samedi à la foire de Sisteron, dimanche à Saint-Auban et dans les villages alentour.

Jeudi, le collectif de soutien organise une conférence de presse à la mairie de Château-Arnoux.

Ainsi, dans cette petite ville des Alpes-de-Haute-Provence, où paraît-il les jeunes Maghrébins « se sont adaptés à la vie occidentale », une mobilisation est nécessaire pour faire entendre ses droits.

J.-Y. T.

On vous dit tout, on ne vous cache rien

Le trafic von Opel

Il va sûrement y avoir un problème d'approvisionnement cet été. 1 100 kg de haschich ont été saisis dans une villa près de Sainte-Maxime. Monsieur Gendarme dit qu'une aussi grosse quantité n'a pu être acheminée que par bateau, et qu'elle vient probablement d'un pays arabe. Bien vu, car parmi les trafiquants interpellés figure Christina von Opel, fille du constructeur de bagnoles du même nom, et chez ces gens-là, on ne manque pas de moyens de transport. Les ports de Saint-Tropez, Sainte-Maxime sont pleins de ces yacht de 20 ou 30 m qui ne demandent qu'à servir. Une tonne de haschich au cours actuel de 15 F le gramme, cela représente un million et demi. Acheté 40 F le kg au Maroc ou ailleurs, le taux de bénéfice est intéressant, même pour des « von Opel ».

Voilà qui contredit lourdement les affirmations récentes sur la transformation de l'essentiel du trafic en « trafic de fourmis », dont il fut grand cas au moment du procès de Lons-le-Saunier.

Quinze jours de prison ferme pour manque de savoir-vivre

Il voyageait dans le Paris-Brest. Il fumait, ce qui est son droit, mais dans un compartiment « non-fumeurs », ce qui n'est pas bien du tout, paraît-il. En plus, il avait mis les pieds sur la banquette. Tout ça est un peu goujat, mais pas très pendable. On ne sait pas trop dans quels termes le contrôleur s'est adressé au voyageur pour lui faire des remontrances, mais toujours est-il qu'il s'est fait vertement remballer. Ce mec aggravait vraiment son cas. Il fallait donc sévir. Plainte a été portée, et jugement a été rendu. Bilan : 15 jours de prison ferme et 1 000 francs d'amende pour infraction au règlement de la SNCF et outrage à un citoyen chargé de ministère public. Histoire de montrer qu'on ne rigole pas avec le savoir-vivre.

Les tares de la justice, plus les tares de l'armée

Quand l'armée se mêle de faire de la promotion pour un dessineur, elle n'y va pas avec le dos de la cuiller. Le dessin de Cabu, « les Tares de l'armée, plus les tares de la justice : ça fait beaucoup », depuis le temps qu'il se paye des procès pour injures envers l'armée, est devenu célèbre. Et ça continue.

Ambroise Monod, directeur de « Cité nouvelle », la revue qui a publié le dessin pour la première fois, a été condamné, le 4 juillet, par la troisième chambre correctionnelle de la cour d'appel de Rennes à un mois de prison avec sursis et 3 000 F d'amende.

En première instance, Ambroise Monod s'était vu infliger une amende de 100 F au tribunal correctionnel de Brest. L'avocat général, Fourcade, avait estimé que « l'excessive modération » de cette peine frisait « l'outrage à l'égard du ministre de la Défense ».

Cabu, poursuivi pour complicité a été relaxé. En première instance, il avait été condamné à 100 F d'amende avec sursis. Comprenez qui pourra les subtilités de cette justice qui n'a même pas l'excuse d'être militaire.

Notons, pour finir, que la sentence de Rennes est la plus lourde qu'Ambroise Monod ait eu à subir pour la publication de ce fameux dessin. A Lille, il avait été condamné à 500 F, et, à Paris, à 1 000 F.

L'outrage est donc maintenant réparé. Les susceptibilités de l'armée, plus celle de la justice, ça fait vraiment beaucoup.

Accident de Pierrelatte

HIER CONFERENCE DE LA CFTD

Après l'accident survenu le 2 juillet à l'usine Comurhex, provoquant la fuite d'un nuage d'hexafluorure d'uranium, la population de Pierrelatte et des environs est inquiète. Le trust Péchiney a déclaré l'incident « sans gravité », le CEA et les autorités se contentent de diffuser des messages flous d'apaisement.

Les organisations politiques et syndicales s'emploient pour leur part à briser le mur du silence. La CGT souligne que « cet accident montre l'ampleur et la gravité des conséquences possibles de tels accidents, et met au premier plan la question d'assurer la sécurité des travailleurs et de la population ». Elle demande que soient poursuivies les infractions aux règles de sécurité, qui doivent elles-mêmes être renforcées. La CFTD, dénonçant l'augmentation de la production sans augmentation conséquente du personnel de l'entreprise, organisait hier soir à Pierrelatte une conférence de presse pour alerter l'opinion sur les conséquences de ce type d'accident, en faisant témoigner, en particulier, les travailleurs du chantier géant d'Eurodif, au Tricastin.

Grosse colère

Ils faisaient un peu de tapage. Ils s'étaient donc faits expulser de la boîte de nuit. Ça ne leur avait pas plu et ils s'étaient vengés. A leur manière : en bousillant les phares, les antennes-radio et les pneus de très exactement 86 bagnoles garées sur le parking tout proche. Une grosse colère. Patrick, Richard et Bernard Bibaut se sont fait prendre, après trois mois d'enquête serrée de la police hiéroise.

«Rouen Normandie Nouvelles» joue la défloraison

Il y a une semaine, la Vie ouvrière (organe de la CGT) donnait la prime de son concours gag-photo à un cliché qui ne pouvait entraîner qu'un rire gras, voire graveleux chez les lecteurs.

Chantal, lectrice de Rouen, nous envoie une coupure extraite de Rouen Normandie nouvelles du 23 juin, journal local porte-parole de l'Union de la gauche, où une fois encore phallocratie et misogynie fleurissent... Sous le titre ô combien aguichant de « Défloraison publicitaire », goûtez l'humour au passage, un chroniqueur s'inquiète de la prolifération des panneaux publicitaires qui ornent les rues. Ainsi la route d'Orival sous la marque Lévis « offre ostensiblement aux regards des automobilistes les rondeurs d'une jeune femme ». Ne sont-ce pas là des sources d'accidents, de voitures embouties, s'interroge-t-il ? Soucieux de la sécurité des automobilistes, il leur conseille la prudence : quant aux futés débrouillards qui peuvent faire plusieurs choses à la fois la conclusion leur donne un bon conseil : « Maintenant soit dit entre nous, vous pouvez toujours regarder, le « jeu » en vaut tout même la chandelle ». Ah que ce clin d'oeil viril, d'homme à homme, nous fait plaisir, surtout quand on sait que ce même journal s'est fait titer l'oreille pour appeler publiquement à une intervention lors du procès d'Aix.

Espérons que des lettres de lectrices viendront troubler le « Jeu » de cette « Défloraison publicitaire ».

Suzette Triton

Défloraison publicitaire...



Maintenant soit dit entre nous, vous pouvez toujours regarder le « jeu » en vaut tout même la chandelle.

Les produits français du PCF

« Fabriquons français », grandes lettres blanches sur fond bleu qui s'étalent sur un mur, boulevard Barbès à Paris. Des travailleurs immigrés passent indifférents, sans voir, les touristes braquent ailleurs leurs appareils photos. Quant on s'approche un petit peu, on voit la signature de ce placard voyant : « Parti communiste français », on retient mal le juron, et on lit la légende : « Ils ferment les usines, ils investissent à l'étranger. »

Que ce soit pour le Concorde ou le France, les cocoricos du PCF avaient déjà retenti loin dans « nos » campagnes... La sauvegarde de l'emploi avait bon dos. Mais elle servait surtout de tremplin à la reprise d'un thème connu : la nécessité de défendre l'indépendance nationale, étendue pour l'occasion à la défense du potentiel productif de l'hexagone, qu'il soit privé ou public. Il est vrai que de ce potentiel, le PCF s'apprête à être un des futurs cogestionnaires... Il y a quelques semaines, on pouvait croire le sommet atteint quand, dans « l'Humanité », un dessin, pour anti-trusts allemands qu'il se voulait, n'en avait pas moins un furieux air... « anti-boche » tout simplement. Un aigle aux griffes acérées, « sûr de lui et dominateur » aurait dit de Gaulle, dévorait les viscères d'un homme écartelé figurant la France.

Aujourd'hui, le thème devient campagne d'affichage. Mais après quoi court le PCF, quand il utilise les forces de ses militants à affirmer qu'il est un parti national, et qu'il étend désormais son aile protectrice à toute l'industrie « française » qu'il préfère donc désormais à tous ces produits fabriqués à l'étranger ?

Il est absurde de faire croire aux travailleurs que les problèmes économiques de la France, inflation et chômage, viennent de la concurrence des produits « étrangers ». Et il est encore plus absurde de faire croire que c'est de fabriquer en France (réflexe protectionniste) qui sera une solution. Quant à « fabriquer français », c'est encore autre chose... Fabriquons ? Mais qui donc ? Assurément, c'est du « tous ensemble » qu'il faudra jouer, au coude à coude, ouvriers, cadres et patrons, jettu-il-nous fabriquons sans rechigner puisque c'est « français », tricolore, cocarde... On entend presque les derniers couplets d'une « Marseillaise » dérailante. A l'heure où l'Europe des trusts et du capital s'élargit, où des capitaux changent de nationalité, où les filiales font valser l'emploi par-dessus les frontières sans se préoccuper du label « made in France... Italy... Germany... ».

Reprise à Arudy

Le mardi 5 juillet, les travailleurs des fonderies Messier à Arudy, ont repris le travail après trois mois de grève. C'est un échec complet de la lutte. Ils sont obligés d'accepter 74 licenciements. L'argumentation des responsables CGT s'appuyait, pour faire reprendre le travail, sur la dégradation du rapport de forces. A la dernière assemblée générale, 10 ouvriers se sont prononcés pour l'arrêt de la lutte, et 5 pour continuer. Un bilan de cet échec s'impose.

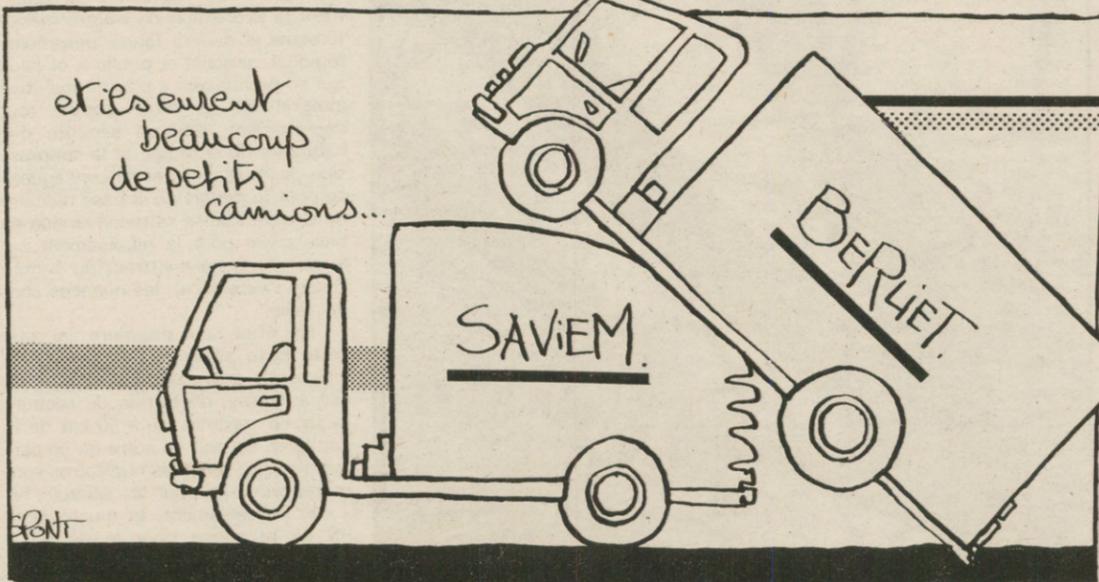
Correspondant

Saviem et Berliet fusionnent 1,4 MILLIARD DE FRANCS FOURNIS PAR L'ETAT

Le gouvernement a annoncé lundi le lancement d'un plan de financement pour Renault de six milliards, d'ici 1981. L'Etat doit augmenter sa dotation en capital de 1,4 milliards dans la même période. Ce plan d'investissement concerne particulièrement le secteur poids lourds avec la création de Renault véhicules industriels (RVI) qui doit regrouper Saviem et Berliet. On parle de la

création d'emplois grâce à l'ouverture d'une nouvelle usine à Batilly en Lorraine. La nouvelle société devrait regrouper plus de 40 000 salariés.

Mais des inquiétudes pèsent sur l'avenir du personnel, sur le statut du personnel. Comme à chaque restructuration, la direction cherchera à revenir sur bien des avantages acquis.



A la Saviem, l'année 1978 a une double signification. Si 1978 est la date des prochaines législatives, c'est aussi l'année qui va voir la fusion Saviem-Berliet. Et si les législatives ne sont pas encore gagnées, la fusion Saviem-Berliet laisse planer beaucoup plus de doutes encore.

Voici ce qui ressort de la réunion du comité central d'entreprise qui a eu lieu le 22 juin : Saviem et Berliet vont fusionner pour former la RVI (Renault véhicules industriels). Cette nouvelle firme devrait avoir pour P-DG Zanotti, l'ex-P-DG de la Saviem, actuellement président du directoire Saviem. Le chef du personnel serait celui qui a assumé ces mêmes fonctions à Berliet, et il s'appelle Truchement (tout un programme !). Et d'ores et déjà, des questions se posent : le siège social serait à Lyon (Vénissieux-Berliet), ce qui signifie décentralisation, mais en même temps des difficultés en ce qui concerne les contacts avec les fédéra-

tions (CGT et CFDT) métaux. Secundo : quels seront les statuts de la future RVI ? Des projets sont en cours de gestation, mais pas de discussions. Alors qu'à la Saviem, les travailleurs bénéficient d'accords d'entreprise, ce n'est pas le cas chez Berliet : s'ils furent signés en 1968, ils ont été remis en cause dès 1970 et actuellement ils font toujours l'objet de négociations. Alors ? L'accord RVI ? Berliet ou Saviem ?

La RVI sera composée de trois unités : une unité mécanique dont se chargera l'ex-Berliet, une unité carrosserie qui correspondra à l'ex-Saviem, et une troisième unité, la RVI (Renault véhicules industriels international). Dans un premier temps, chaque usine fournira ses propres productions. Ensuite, les unités commenceront à prendre forme : des pièces mécaniques Berliet (moteurs par exemple) seront montées sur des véhicules Saviem, alors que des cabines telles les gammes Saviem (gamme moyenne) seront montées sur des Berliet.

Quant au personnel, certains signes inquiétants apparaissent dès aujourd'hui : beaucoup de membres du personnel du bureau des méthodes (études mécaniques) de Saviem-Suresnes reçoivent ou des mutations ou des propositions de mutation pour Vénissieux (banlieue lyonnaise, c'est-à-dire Berliet).

Beaucoup refusent et ils ont juridiquement raison. En effet, s'ils sont liés à la firme Saviem (implantée à Blainville, Suresnes, Annonay, Limoges), ils ne sont pas tenus de partir pour Vénissieux (actuellement Berliet). Mais avec les nouveaux statuts, ils y seront contraints. Forcés de déménager ou forcés de démissionner : dans le second cas, c'est le licenciement déguisé.

La RVI devrait voir officiellement le jour au milieu de l'année 1978. Selon quelles modalités ? A quand la consultation des organisations syndicales ? Aucune date n'a été fixée !

Blanchisserie Tissot-Paris

« On ne passe pas »

Les blanchisseries Tissot sont en grève, depuis le 27 juin, et l'occupation est effective depuis le 1^{er} juillet. Néanmoins, quand on se présente à la porte de l'entreprise, c'est un piquet de non-grévistes qui vous reçoit. La rue de la Folie-Méricourt à Paris est placardée d'affiches de la vingtaine de jaunes, dénonçant la CGT qui les « empêche de travailler » et les conduit au chômage. Les grévistes ? Ils occupent la salle des machines et bloquent ainsi le fonctionnement de l'entreprise.

Pour le correspondant de Rouge qui se présente dans la petite impasse, aller discuter avec les grévistes dans leur retranchement s'impose. Mais les jaunes veillent en bas, interdisent tout passage. Coup de chance, les occupants ont vu la scène. Ils signalent qu'un de leurs responsables CGT se tient dans le café à côté. La suite du reportage se passe autour d'un verre.

Comment cela a-t-il commencé ? Par le rejet du cahier de revendications présenté par la section CGT qui organise 50 des 90 employés. Pourtant, le simple énoncé des revendications montre que dans cette blanchisserie, les conditions d'exploitation sont dures. Les travailleurs demandent 2 000 F net pour 45 heures de travail. Ce qui donne une idée des salaires pratiqués ici. Ils demandent aussi un treizième mois.

Les conditions de travail, comme c'est souvent le cas dans les blanchisseries, sont déplorables. Aucune sécurité dans les ateliers, un travail pénible avec une chaleur de plus de 40°, dans le linge sale et pas de douches. Les ateliers sont sans fenêtres, les issues de secours inexistantes.

La seule réponse du patron a été de crever les pneus de certains camions pour bloquer les entrées et ensuite traîner les grévistes devant le tribunal des référés pour « séquestration » et occupation. Il a d'ailleurs été débouté de ces deux plaintes. Sa rage l'a poussé à menacer les grévistes de coups de fusil. Dans cette petite entreprise, la maîtrise se trouve être la famille du patron. Piquets antigrevés, appels, banderoles dénonçant la CGT, on voit que Furnon fait école. Avec le même cynisme. Pour refuser 2 000 F net pour 45 heures de travail.

Correspondant

Vie syndicale

Du temps pour soi ? Qui le prend ? « Antoinette » juillet-août

Dans « Antoinette » de ce mois-ci, sont posés dans plusieurs articles les problèmes de la place des femmes dans la société, vie syndicale, les luttes ouvrières, le sport même.

Ainsi, après un appel à la solidarité avec les travailleuses d'Ami-

« Mon rêve est d'aller au Louvre »

Du temps pour soi, cela est difficilement possible quand on est une femme et qu'on a des journées de 14 heures à 16 heures, et puis, il y a aussi cette culpabilisation de « perdre son temps » en prenant des loisirs. Ainsi Colette, 29 ans, employée de bureau, mariée, un enfant de six ans : « Mon rêve est d'aller au musée du Louvre. Mon mari n'a jamais le temps... Y aller seule ? Non. Je me critiquerai pendant toute la visite : tu es là, à regarder sans rien faire, la fille est chez la voisine, ton ménage n'est pas fait... et si tu prenais l'habitude de faire ça ?... »

Aussi, pour la plupart d'entre elles, la seule distraction, c'est la télé, le tricot. La lecture ? Selon l'INSEE, une femme mariée n'y consacre que 5 minutes par jour. Et c'est la peur, l'étouffement. La peur par exemple que son mari qui milite rencontre « un jour une femme comme

lui... qui lui convienne mieux », la peur de la retraite toute proche. Aussi, trois d'entre elles disent leur joie à voir ce type de problèmes abordés lors de la 6^e conférence des femmes salariées de la CGT.

Aujourd'hui, elles veulent que le syndicat en discute plus largement, mais pour qu'enfin cette « aspiration au bonheur » puisse, un tout petit peu se réaliser. La première revendication posée est celle de la diminution du temps de travail : « 35 heures au lieu de 40 heures ? C'est possible. Alors rêvons, mais restons combattifs !... », conclut l'article, avec un brin de fatalisme.

Son mari fait « la nounou »

Mais, n'est-il pas possible, dès maintenant, d'être combattifs pour les 35 heures et non d'en faire un objectif lointain comme la plate-forme de la CGT actuelle semble le faire ?

Jacqueline, aiguilleuse du ciel, ex-

plique comment, une fois dépassé le temps des pionniers dont faisaient partie des femmes, aujourd'hui, elles ne sont pas plus facilement accueillies dans l'aviation qu'ailleurs. Se prononçant contre un régime spécial pour les femmes qui serait un « bon argument pour que la femme fasse davantage de travail à la maison », elle veut qu'à la maison comme au travail, il y ait « égalité ». Et son mari se fait traiter de « nounou » par ceux qui comprennent mal comment il peut s'occuper de leur enfant.

En Corse, les femmes racontent leur difficulté à trouver un travail sous-payé, sans respect de la législation. Ainsi, les syndiquées CGT d'une grande surface ont-elles réclamé un SMIC « spécial Corse », supérieur de 20% à celui du continent à cause du coût plus élevé de la vie. La bataille pour le droit au travail des femmes sera difficile dans l'île car, à entendre les militantes CGT elles-mêmes, l'attitude des hommes, y compris de la CGT, est empreinte « de ce vieil esprit de domination ».

L'une d'elle raconte comment son mari, syndiqué lui aussi, est venu la chercher dans une manif parce qu'elle était enceinte et que « sa place n'était pas là » à son avis.

Mais aujourd'hui, là aussi les choses changent et la fin du reportage respire l'optimisme : « Aujourd'hui, les femmes corses ne s'inclinent plus : ni sous l'autorité masculine ni sous les pouvoirs arbitraires des patrons. » Mais pour que cela soit réel et de masse, encore faudra-t-il que les organisations du mouvement ouvrier cessent de considérer les femmes comme étant faites pour baisser la tête avec humilité.

Et Antoinette revient sur Furnon où Justa, déléguée de la CGT, raconte les conditions de travail et aussi comment, c'est sur des bases « bien féministes » que s'est fait le premier contact avec le syndicat.

Suzette Triton

Une enquête de Rouge sur l'espionnage électronique des militants syndicaux

LES GRANDES OREILLES DU CAPITAL

• Où l'on apprend qu'un discret attaché-case peut dissimuler un magnétophone miniature et que la meilleure place d'un micro est souvent dans les toilettes d'une entreprise

On est discret à « Promotion et Qualité ». Aucune plaque n'indique dans la rue le siège de la maison et le numéro de téléphone ne figure pas dans l'annuaire. Pourtant, deux petits bureaux existent, au fond de la cour du 84, rue des Entrepreneurs. Sur la porte d'entrée des bureaux, pas de plaque non plus, mais en pénétrant dans la pièce on voit tout de suite qu'on ne s'est pas trompé d'adresse : des postes récepteurs trônent sur un bureau, au milieu de pinces et de tourne-vis de précision. Dans un coin, s'empile une dizaine d'attaché-cases noirs, tous identiques, dont l'ouverture est commandée par une serrure à combinaison.

La conversation ne tournera pas autour du pot. Il n'y a aucun effet, aucune équivoque sur les raisons d'une visite en ces lieux.

Espionner un possible syndicaliste

Nous, déguisés, pour la circonstance en cadre :

« Bonjour, je suis chef de personnel dans une imprimerie. Vous connaissez la situation dans l'imprimerie ? »

— Oui, oui.

— Jusqu'à présent, il n'y avait pas de syndiqués dans notre entreprise, mais nous avons des raisons de croire que certains ouvriers ont pris contact avec la CGT. Nous voudrions en être sûrs. C'est un ami qui m'a dit que vous auriez une réponse à nos problèmes.

— Oui, nous avons tout ce dont vous avez besoin.

— ?

— Voilà des micros émetteurs qui peuvent se mettre n'importe où. Si vous le reliez à un poste récepteur dans votre bureau, vous entendrez tout ce qui se dit.

— Mais, dans une imprimerie, il y a du bruit, on n'entendra rien.

— C'est pourquoi vous pouvez le mettre dans les toilettes ou les vestiaires. Beaucoup de choses se disent dans ces endroits.

— Vous avez d'autres appareils ? »

Il en a. Il nous montrera, successivement, des capsules pour piéger le téléphone, d'autres micros émetteurs de différentes tailles, un attaché case qui contient un discret magnétophone relié à un micro encastré dans la poignée, le tout se déclenchant au son.

« Et si on n'arrive pas à prendre sur le fait notre suspect à l'intérieur de l'entreprise, peut-on mettre une capsule de téléphone sur son appareil personnel ? »

Eux, (sans hésiter). — Mais certainement !

Puis, se ravissant : « Mais vous avez le moyen de pénétrer chez lui ? »

— Non, je pensais que vous pourriez le faire. »

Malheureusement, il ne peut pas. Ce n'est pas que ça le choque, mais il n'est pas très sûr de la personne

promotions et qualité

PROMOTIONS ET QUALITE

Promotions et Qualité, 84 rue des Entrepreneurs, 75015 Paris.

AUCUNE AUTRE CORRESPONDANCE QUI VOUS SOIT ADRESSEE NE PRESENTE AUTANT D'INTERET QUE CELLE-CI, LISEZ-LA JUSQU'AU BOUT.

579 33 78

75015 PARIS

Messieurs,

Vous avez sûrement souhaité vérifier l'activité d'un certain personnel de votre entreprise à travers ses actions quotidiennes.

Dans le même ordre d'idées, vous souhaiteriez conserver les traces enregistrées d'entretiens importants qui vous concernent, entretiens, pouvant se dérouler soit en votre présence, soit en votre absence.

Vous désiriez également pouvoir contrôler même à distance et sans aucune intervention humaine l'activité de collaborateurs, de contremaîtres, d'employés et d'ouvriers dans une optique de sécurité et pour éviter au maximum les pertes de temps, les ordres mal compris et les "fuites" diverses.

Nous nous sommes spécialisés dans la fabrication et / ou la vente de produits, permettant tout cela.

Voici un exemple d'appareillage simple que nous pouvons mettre à votre disposition :

qui l'interroge. Il se rabat donc sur la fourniture du matériel et sa pose à l'intérieur des entreprises, sous la protection du patron.

« Pour ce genre de travail, ajoutez-il, adressez-vous à des détectives privés. »

On revient donc sur ses micros.

La loi ferme les yeux

« Mais, si c'est découvert, qu'est-ce qu'on risque ? »

— Rien n'interdit à un patron de mettre des micros dans son usine. C'est pas une atteinte à la vie privée. C'est un lieu professionnel. »

Il n'est quand même pas très sûr et se réfugie derrière le flou de la loi en la matière. La même incertitude apparaîtra quelque instants plus tard lorsqu'une dame, qui semble avoir acheté un magnétophone miniature, lui téléphone pour demander si elle peut passer la frontière avec son appareil espion. Mais certainement, lui répond-t-il, c'est un objet personnel. Mais enfin, ce n'est pas la peine d'en parler à la frontière. »

Des factures bidons

A en juger par les prix des appareils et par le nombre des clients, ce petit commerce doit rapporter gros. « Promotions et Qualité » propose ses micro émetteurs à des prix variant de 1 000 F à 2 200 F (selon la puissance d'émission), à quoi il faut ajouter l'appareil récepteur vendu 3 500 F hors taxes.

Les capsules téléphoniques coûtent 1 600 F et les attaché-cases à la James Bond de 2 400 F à 4 000 F. La dépense peut sembler importante, mais que ne ferait pas un patron pour s'éviter une grève ou la création d'une section syndicale ?

Et puis, les factures sont discrètes, imputables aux frais généraux. On nous a ainsi proposé de camoufler la facture sous des intitulés vagues, tels que stage de marketing et de gestion, voire de communication. Ce camoufflage est d'ailleurs la règle : les dizaines d'entreprises qui ont fait appel à « Promotions et Qualité » ont toutes fait libeller leur facture sous les noms les

plus fantaisistes. Et nombreuses sont celles qui ont payé en liquide. On a beau faire confiance à sa secrétaire ou à son comptable, on ne prend jamais assez de précautions.

Selon une indiscretion commise par un micro de Paula Jacques pour le magazine de Pierre Bouteiller, Promotion et Qualité, que France-Inter a réussi à piéger également, estime à 400 000 le nombre de micros et mouchards de toutes sortes dispersés dans des milliers d'entreprises, épiant en priorité les syndicalistes.

Le marché semble énorme et loin d'être saturé. Ceci explique que les boîtes du genre de « Promotion et Qualité », bien que travaillant dans la « discrétion », démarchent auprès du patronat en envoyant des offres de service. Accepterai-elles de travailler de la même façon si des syndicalistes leur demandaient d'espionner les réunions secrètes de leurs patrons ? Vous pouvez toujours le demander en téléphonant au 579.33.78. On ne manquera sûrement pas de vous répondre.

G. M.

PTT

Les DOM seuls dans la lutte ?

Aujourd'hui mercredi, doit se dérouler, dans les PTT, une grève de 24 heures, à l'appel de la CGT et de la CFDT, avec un rassemblement devant Matignon à 9 h.

Une journée bien particulière car elle ne concerne qu'une partie du personnel. Et, surprise, il s'agit d'une catégorie territoriale.

En effet, seuls les postiers originaires des départements d'outre-mer (DOM) sont appelés par les deux centrales à faire grève sur des revendications spécifiques : un congé administratif avec voyage payé tous les deux ans ; égalité des droits avec les fonctionnaires métropolitains exerçant dans les DOM ; création, dans les DOM, de nombreux postes de titulaires dans les cadres normaux.

On peut être surpris aussi du choix de la date. Appeler les DOM seuls à faire grève en pleine période de vacances, c'est aller vers un échec certain.

De plus, cette journée n'est pensée par les centrales que comme une grève symbolique, car l'absence des grévistes des DOM sera largement compensée par le travail des postiers métropolitains. Et, ceux-ci ne pourront être solidaires de leurs camarades que par le biais de motions et pétitions, le préavis de grève ne les couvrant pas.

Cette forme de grève, qui est loin de faire l'unanimité des postiers et postiers, impose que des bilans sérieux soient faits et que de larges débats sur la conduite et les formes de luttes voient le jour.

Les postiers originaires des DOM, outre leurs revendications spécifiques, sont confrontés aux mêmes attaques du pouvoir que leurs camarades métropolitains. La seule manière aujourd'hui de faire céder le pouvoir est la mobilisation de l'ensemble des travailleurs des PTT et de la fonction publique, sur des revendications unifiantes, dans lesquelles les revendications spécifiques des DOM auraient une large place. De plus, tous les travailleurs sont conscients que les grèves de 24 heures ne sont pas à même de bousculer l'intransigeance du pouvoir.

La forme de lutte mise en avant par la CGT et la CFDT ne permet rien de faire aboutir les revendications des DOM. Toutefois, nous considérons que le fait de poser clairement ces revendications est positif.

A. et F.

L'ETAT DE LA LEGISLATION

C'est illégal de poser des micros, pas de les vendre

Les règles juridiques applicables aux différentes formes d'espionnage privé dont les salariés sont victimes s'efforcent de concilier de façon rassurante « tout le monde », l'intérêt des patrons et la protection qu'une société libérale prétend garantir à chaque individu. Ainsi, l'espionnage constitue aux yeux de la loi une atteinte, parmi bien d'autres, (voir également les licenciements pour motif de divorce, villipendés par la Cour de cassation, le 17 octobre 1975 mais réhabilités par la cour de Lyon, le 7 octobre 1976) qui sont irrégulièrement portés à la « personnalité » des salariés et, le cas échéant, à leur vie privée. Car, le micro branché dans l'atelier peut révéler aussi bien les penchants d'un ouvrier pour la LCR (ceci touche en droit à sa « personnalité ») que ses soucis familiaux (cela, c'est la vie privée).

En conséquence, l'espionnage est juridiquement passible de deux sortes de sanctions pénales : deux mois à un an de prison et/ou une demande de 2 000 F à 50 000 F infligée par le tribunal correctionnel en vertu de l'article 368 du code pénal. Ces peines sont encourues lorsque l'on a « volontairement porté atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui en écoutant, en enregistrant ou en transmettant au moyen d'un appareil quelconque des paroles prononcées dans un lieu privé par une personne sans le consentement de celle-ci... »

Echappera à la peine celui qui n'aurait pas volontairement surpris ces informations touchant à la vie privée, ou qui aurait posé un appareil dans un lieu public. Mais un jugement au tribunal de Paris a condamné, le 7 novembre 1975 un flic privé et son client pharmacien

qui lui avait fait placer un micro dans son arrière-boutique afin de surveiller un remplaçant soupçonné de vol. Le tribunal relève, d'une part, que l'arrière-boutique et le laboratoire sont des lieux privés puisque le public n'y a pas accès ; d'autre part, qu'en enregistrant une conversation quelconque on risque nécessairement de surprendre des informations touchant à la vie privée.

Ainsi, l'infraction est constituée en cas de pose de micro, non seulement au domicile d'un salarié, mais encore sur les lieux de travail non ouverts au public. Un arrêt de la cour d'appel de Paris, du 9 novembre 1966 se refuse à « permettre que le salarié soit soumis à un espionnage continué grâce aux moyens électroniques modernes car ce serait instaurer dans l'entreprise un état permanent de méfiance entre salariés et employeurs ».

Cette décision montre bien quelle est l'inspiration générale de toutes ces mesures protectrices, tant pénales que civiles et, par conséquent, quel crédit les travailleurs doivent leur accorder. Il s'agit moins de les protéger que de détendre le climat social. On ajoutera que pour s'en prévaloir, la victime doit pouvoir trouver le micro et identifier le responsable. C'est une autre histoire dont le « Canard enchaîné » connaît bien les détails.

Finalement, ces textes protecteurs ont surtout valeur de slogan, et les quelques décisions qui les appliquent à de malchanceux boucs émissaires ont valeur d'alibi face au développement des attaques quotidiennes faites à la « personnalité » des travailleurs.

G. C.

en lutte

O grève, suspends ton vol

Les syndicats du personnel navigant technique d'UTA ont décidé de suspendre leur mot d'ordre de grève. Un accord est intervenu avec la direction. Tous les avions d'UTA circuleront normalement les 5, 6, 7 et 8 juillet.

Dirigeants mis en conserve

Deux dirigeants d'une conserverie sont retenus depuis lundi matin, par leurs ouvriers, à Ile-sur-Tet (Pyrénées-Orientales). Ceux-ci protestent contre la fermeture envisagée pour le 7 juillet de « la Catalane », conserverie spécialisée dans le traitement des fruits.

Nouvelle charette

Les syndicats chargés par le tribunal de Grande instance des sociétés Jossermoz ont annoncé au comité d'entreprise le licenciement des 612 salariés des deux firmes concernées. 400 personnes concernées travaillaient dans la région ancienne.

Il se passe toujours quelque chose à Radio-France

A Radio-France, les producteurs et le personnel non conventionné poursuivent la grève qu'ils ont entamé samedi dernier. Les émissions touchées sont principalement des émissions en direct. En effet, la direction de Radio-France a décidé de diffuser les émissions enregistrées à l'avance par certains producteurs pourtant grévistes aujourd'hui. Ceux-ci estiment que le droit moral qu'ils possèdent sur leur œuvre est ainsi remis en cause. Ils ont attaqué Radio-France en justice.

Accident du travail ou assassinat ?

Un ouvrier d'une entreprise de travaux publics a trouvé la mort à Vichy. Joachim Diaz n'a pu être ramené. La dépêche AFP annonçant cette nouvelle est titrée « accident du travail ». C'est sans doute la thèse qui sera retenue. Contrairement à toutes les apparences, faire travailler un ouvrier dans une fosse de sept mètres non étayée n'a en effet jamais été un meurtre pour la justice.

**Pétition
du planning
en soutien
à Fabienne**

A Pontoise, Fabienne est inculpée d'infanticide le 1^{er} juin 1977. Pourquoi ? Parce qu'en juin 1976, un bébé mort était retrouvé dans la Seine et que plus d'un an avant, une lettre adressée à une Fabienne lui disait : « Il faut te faire avorter si tu ne le peux pas nous tuerons l'enfant ». La directrice du lycée ou cette lettre avait été retrouvée en octobre 1975 a transmis cette lettre à la police, et parmi les « Fabienne » qui étaient alors au lycée, on en choisit une. On lui demande d'abord de se soumettre à un examen gynécologique pour faire la preuve qu'elle n'a pas été enceinte. Pourtant, à l'heure où selon l'accusation elle aurait dû être enceinte de sept mois, elle passait les épreuves de natation du bac, et personne n'a rien remarqué. Fabienne qui n'est pas tenue de se présenter à cette expertise gynécologique refuse donc et le 1^{er} juin 1977 le juge Hermet l'inculpe d'infanticide sans l'avoir jamais interrogée sur l'affaire et en refusant d'entendre les témoins.

Un comité de soutien à Fabienne s'est créé sur Pontoise, le Mouvement français pour le planning familial a pour sa part envoyé une lettre ouverte au garde des Sceaux dans lequel il déclare : « A travers le cas de Fabienne, la justice considère la femme comme un objet dont on vérifie l'état avant même de lui donner la parole. Cette méthode judiciaire qui conduit à déposséder la femme de son corps est une témoignage supplémentaire de l'inégalité de fait entre l'homme et la femme face à la loi. »

Le Planning propose, d'autre part, une lettre-pétition à faire signer par les médecins :

« Lettre à monsieur le Juge d'instruction — tribunal de Pontoise.

« Monsieur le Juge d'instruction,

« Apprenant votre décision de demander une expertise gynécologique sur la personne de Fabienne accusée d'infanticide, dans le but de servir à établir les faits, nous tenons à vous informer qu'aucun examen gynécologique ne peut conclure de façon probante au fait qu'une femme ait eu ou non un enfant ou ait pu interrompre une grossesse.

« C'est pourquoi nous nous élevons contre l'usage qui pourrait être fait d'une telle expertise et tenons à signaler par contre les traumatismes qui pourraient s'ensuivre pour la vie sexuelle future de cette jeune fille.

« Veuillez agréer, monsieur le Juge d'instruction, l'assurance de nos sentiments distingués. »

Cette pétition à faire signer par des médecins est à envoyer au MFPP de Cergy-Pontoise, tour des Cerclades (tél : 030.26.66).



Après l'offensive des radios libres

LA MORT DU MONOPOLE ?

Depuis que les écologistes parisiens ont décidé de créer une radio verte juste après les municipales, le projet a fait tache d'huile. A Lille, Fessenheim et Toulouse, d'autres stations, que l'on qualifie de « pirates », ont vu le jour. Une coordination se tiendra probablement à la rentrée. Quelle doit être notre position vis-à-vis de telles expériences qui posent les

problèmes de la démocratie ouvrière, de la lutte contre la main-mise de la bourgeoisie sur les médias ? Dans le cadre de la préparation du manifeste que nous présenterons à la rentrée, ces débats traversent notre organisation. Pour le moment, nous décidons d'ouvrir le débat dans nos colonnes.

S'opposer à l'intox gouvernementale

Le système du monopole d'Etat s'est installé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et visait à protéger les ondes contre les capitaux et les intérêts privés. Conçu alors comme un « service public », ce système correspondait pour de Gaulle à un besoin de renforcement de son appareil d'Etat.

Petit à petit, et ce processus s'est accéléré depuis 1958 avec la mainmise des gaullistes sur l'ensemble de l'appareil d'Etat, le monopole a conduit à la situation actuelle : une radio et une TV surveillées par le pouvoir qui en fait une de ces principales armes idéologiques.

Alors qu'en est-il de ce prétendu monopole-service public ? Aujourd'hui, le monopole de l'audiovisuel est certes une réalité puisque la télévision française ne comporte que des chaînes d'Etat, mais de plus en plus, il est remis en question par les tentatives de irivatisation dont la publicité, les accords avec les organisations privés ne sont que des aspects parmi d'autres. En ce qui concerne, la radio, la situation est beaucoup plus claire : jour après jour, le monopole est bafoué. D'un côté, l'Etat détourne lui-même son propre monopole quand il finance, par l'entremise de la société Sofirad, des stations comme RTL et Europe 1 ; de l'autre, il permet l'implantation, en plein territoire français, de l'émetteur de la station privée Monte-Carlo, depuis le 15 septembre 1974.

Le seul obstacle à une prolifération des radios commerciales

C'est dans ce cadre, que s'inscrit la tentative des écologistes de créer une radio « libre » susceptible d'animer un pôle d'attraction dans la vie des quartiers. Elle correspondait à deux objectifs : promouvoir une véritable liberté d'expression afin de s'opposer à l'intox gouvernementale, à l'information à sens unique déversée par les radios, et introduire une nouvelle pratique de la radio en œuvrant à la prise en charge par les usagers eux-mêmes de ce moyen d'information. Mais les écologistes n'entendaient pas ignorer une situation comme celle de l'Italie où, les stations « libres » sont submergées par les radios commerciales. C'est pourquoi, ils ont sollicité auprès de TDF une demande de dérogation.

Ce n'est qu'après avoir essuyé une fin de non-recevoir par TDF, se retranchant derrière la non-publication de décrets d'application, que les écologistes ont créé un état de fait par la diffusion de deux émissions, toutes deux brouillées. « Aujourd'hui, le besoin en communication



audiovisuelle est tel que si les associations et habitants de quartiers ne le prennent pas en charge, il sera la proie de n'importe quelle entreprise publicitaire ou totalitaire. Il ne faut pas laisser se développer une situation à « l'italienne » (...). Nous sommes dans une large mesure la dernière chance de la survie du monopole, le seul obstacle à une prolifération des radios commerciales », estime un responsable des radios vertes.

En effet, derrière ces préoccupations légitimes de recherche de nouvelles sources d'information, peu-

vent se faufiler, à l'instar des éditeurs italiens qui contrôlent la plupart des radios locales italiennes, des projets commerciaux de grande envergure. C'est pourquoi le problème est certainement plus complexe qu'un simple débat entre les tenants de radios locales et les partisans d'une radio centralisée.

Le gouvernement hésite

Le projet de l'Etat est aussi de briser le monopole. Pourquoi ? Si l'Union de la gauche arrive au gou-

vernement lors des législatives de 1978, elle héritera de l'ensemble du système audiovisuel. Avec, en plus, une loi sur le monopole qui interdira la création de stations privées. Dans ces conditions, le gouvernement navigue à l'heure actuelle entre une politique inflexible qui consiste à interdire purement et simplement les « expériences » de radios locales et une attitude « plus souple » telle que l'a exprimée Poncelet, secrétaire d'Etat : « Le gouvernement prendra toutes les mesures qu'il conviendra de prendre pour, éventuellement, soit mettre un coup d'arrêt à la naissance de radios pirates, soit les réglementer (...). C'est un problème extrêmement délicat sur lequel le gouvernement est en train de réfléchir », a-t-il déclaré récemment. Il reste que l'attitude du gouvernement ne peut laisser aucun doute quant à son véritable projet : les tentatives de privatisation d'Antenne 2 sont là pour nous le montrer. Toute lutte contre le monopole doit donc partir de ce constat ; si la gauche gagne les élections de 1978 et prend ainsi en main l'appareil radio-TV, la bourgeoisie se réservera une station TV.

Le sens de notre lutte

Devons-nous, dans ces conditions, nous cantonner dans une stricte attitude défensive qui consisterait à défendre uniquement le service public que représente l'ensemble du système audiovisuel ? Non évidemment. Notre lutte doit partir d'un fait objectif : il existe un puissant réseau national de radio-télévision qui a été payé par les travailleurs. Pourquoi dans ces conditions, serait-on obligé de se cacher dans les chambres de bonnes pour tenter d'émettre dans des conditions techniques lamentables ? Il faut, au contraire, lutter pour que les travailleurs se réapproprient ce réseau, le mettent à leur service.

Pour nous, il y a une double lutte à mener qui ne s'exclut pas : l'une en faveur de radios locales (qui n'est pas en contradiction avec le monopole puisque certaines dérogations peuvent être obtenues) qui, du point de vue de la liberté d'expression et de la rupture politique qu'elle entraîne nous semble essentiel. Mais nous pensons qu'il faudrait introduire des restrictions (pas de publicité, radio à caractère local et non pas national...), tout en favorisant l'accès de tous les courants du mouvement ouvrier aux moyens nationaux de diffusion. L'autre cherchant à briser l'institution radio-TV et à la remettre dans les mains des travailleurs, en se battant pour la nationalisation de la radio et de la TV sous contrôle des travailleurs et de leur force organisée (syndicats, soviets suivant l'ampleur de la mobilisation). Il peut donc exister un monopole de la diffusion (infrastructure technique) qui serait un monopole d'Etat, mais il n'y aurait pas de monopole de la programmation, en ce sens qu'un organisme d'Etat serait chargé de produire des émissions.

David Freiman

Denis Caron

**L'affaire Revelli-Beaumont
Qui mène qui en bateau ?**

Ça piétine. Depuis le 16 juin, Hector Aristy est à l'ombre. Depuis le 16 juin, les fins limiers du commissaire Ottavioli font ceux qui savent tout. Mais, depuis le 16 juin, le P-DG de Fiat-France est toujours enlevé et malgré leurs fanfaronnades, les fins limiers, qui savent tout, ont seulement su empêcher les ravisseurs de toucher la rançon qu'ils estiment nécessaire pour se rembourser de leurs peines.

Ils ont commencé par neutraliser Aristy, apparente pièce maîtresse du dispositif destiné à faire cracher quelques millions à Fiat. « Pas bête », avons-nous pensé en observateurs étrangers à un monde qui n'est pas le nôtre et peu enclins à une quelconque complaisance envers cet aventurier suspect. Puis ce fut l'épisode de la rançon déposée sur un

compte numéroté en Suisse. Nouvel échec. La police et la presse étaient au courant. Par quel hasard ? L'éthique des banquiers suisses ne s'est pas accommodée de cette publicité, et Luchino a été obligé de retarder encore ses vacances familiales.

Dernier épisode : la police italienne intervient à Gênes, le 1er juillet pour empêcher un contact entre M°

Chiusano, avocat de Fiat, un banquier zurichois et les ravisseurs. Ces nouveaux négociateurs devaient verser le reliquat de la rançon qui serait remontée à 18 milliards de francs.

Enfin, il paraît qu'Aristy va être libéré. Tant mieux pour lui. Il pourra suivre le Tour de France. Mais on a un peu l'impression de se faire mener en bateau par les flics. Tout se passe comme s'ils avaient des convictions, mais pas de preuves. Et, mauvais joueurs de poker, ils ratent tous leurs bluffs tandis qu'Aristy retrouve le sourire et que Revelli-Beaumont se fait plumer. Complaisamment ou pas ? C'est peut-être le fin mot de l'histoire.

POUR QUE ROUGE VIVE

Un Rouge à cœur ouvert

Dans le numéro de « Rouge » de jeudi, nous ferons le point sur la souscription. Comment nous avons « passé » la fin juin ? Comment continuer ? Quels objectifs pour fin juillet ? Un « Rouge » à cœur ouvert !

Un poème de Patrick, militant, tan, taine de la LCR

« Et pour participer à l'enrichissement continu de notre cher canardau sang, oie gavée qui ne grossit jamais, je vous adresse ce petit poème de mon cru, écrit sur le feu de la brèche, dans la braise rougeoyante de l'action militante.

Clichy-sous-Bois
Clichy-sous-Clef
Clichy souffrance
De la forêt des tours
A surgi une petite fille noire
Encapuchonnée de rouge
Elle passe devant la station service
Pressant le pas.
Il est sept heures
Elle a sept ans.
L'huissier n'est pas encore passé ce matin
Il bruine doucement
Sur la départementale à quatre voies.
Clichy-sous-Bois
Clichy sourire
Clichy soupire.

Salut les trotsks !

« Eh oui ! Bien que « stalinien » du PCF. Je vous écris quand même. Je lis de temps en temps Rouge principalement pour ses dossiers, mais aussi quelques fois pour ses articles politiques. Je dois dire que je me fais engueuler par certains camarades du parti mais le nombre tend à diminuer et le nombre de ceux-ci lisant Rouge est assez important.

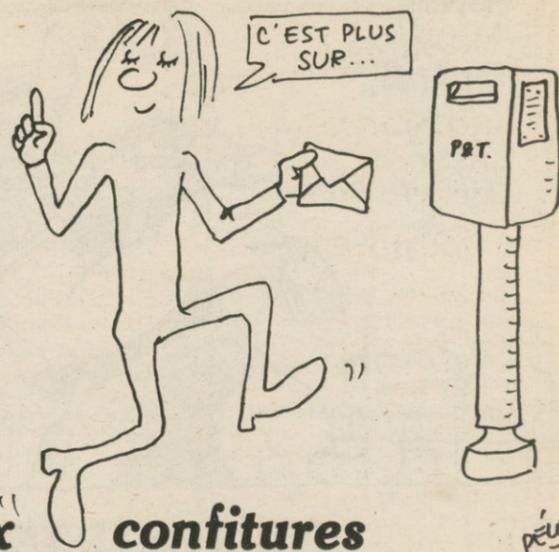
« Pourtant, nous sommes très attachés au PC car, à notre avis, c'est le parti le plus démocratique qui existe (en ce qui me concerne, je suis contre le nucléaire et le phénomène à caractère bureaucratique de certains pays de l'Est). J'ai tailli adhérer aux comités rouge, mais j'ai été déçu par le sectarisme de certains de vos camarades. Je ne fais aucun procès d'intention, mais soyons sérieux avant de nous critiquer sur notre sectarisme, essayez de dire à vos camarades d'être un peu plus large d'esprit qu'actuellement.

« Cependant, vous représentez une tendance de l'ex-

trême gauche la plus sérieuse et je pense que le dialogue entre vous et nous pourrait mieux s'engager qu'actuellement avec certains socialistes (cf. Mitterrand). Bon, je vous quitte. Salut les trotsks.

« Pour la collecte, j'enverrai du pognon à la fin du mois, car je suis fauché, plan Barre oblige !

ECRIVEZ AU COURRIER DES LECTEURS AVANT LA CLOTURE DE LA SOUSSCRIPTION.



Entre deux confitures

« Je joins un petit mot au questionnaire que je n'ai pas pris le temps de remplir plus tôt parce qu'après huit heures de turbin dans une confiture, c'est pas de tout repos, et qu'en rentrant on remet chaque jour au lendemain ce qu'on a à faire.

« Il y a déjà un moment qu'on aurait voulu vous écrire, je dis « on », parce qu'on voulait faire une lettre à quatre ou cinq (on a envoyé nos

chèques ensemble d'ailleurs, il y a une bonne semaine). On voulait dire entre autre, que les fautes de frappe ne sont pas si extraordinaires que ça et qu'on en a rien à foutre dans la mesure où elles ne sont pas assez nombreuses pour rendre un article incompréhensible.

« Quelques fois c'est plutôt le manque d'encres qui fait qu'on ne peut rien lire, mais c'est pas trop sou-

« On regrette qu'il n'y ait plus comme au début des petites rubriques, « Il y a 20 ans, le 30 mars... » se passait telle chose... », c'était bien intéressant, en général court, pas emmerdant à lire et instructif (...).

« Les pages de culture sont assez fermées et comme il n'y a pas en général de résumé avant de la pièce ou du film, si on n'est pas très au courant, on comprend rien. » Edith

Problèmes de distribution

Dans de nombreuses lettres, des lecteurs nous demandent d'augmenter le nombre de Rouge chez tel ou tel dépositaire. Mais, bien souvent les camarades ne nous donnent pas les précisions indispensables pour pouvoir modifier la distribution. Donnez-nous, impérativement, l'adresse exacte du dépositaire, son nom. Pour les camarades de Paris et de la région, il est encore plus sim-

ple d'appeler le 808.00.81 et de demander Vincent.

Avis de la trésorerie

Compte tenu des échéances de remboursement des prêts déjà accordés, nous souhaitons que les nouveaux prêts ne soient remboursables qu'à partir de janvier.

BILAN DU FESTIVAL « PRESSE ET CINEMA »

La semaine presse et cinéma, qui se déroule en ce moment au studio Action-Républicque, attire un public nombreux. Plusieurs centaines de spectateurs mercredi et jeudi, salle archi-comble vendredi soir pour Citizen Kane, salle pleine samedi soir pour Katharina Blum. Ce public n'est pas venu que pour voir des films intéressants, mais aussi pour soutenir Rouge, il le manifeste en achetant les places sensiblement plus de 9 F, ces contributions supplémentaires revenant au journal.

Vendredi soir, le débat sur « Presse et grand capital » a rassemblé des journalistes du Matin, de Libération, du Canard enchaîné et Philippe Simonnot, ex-rédacteur au Monde. Après un démarrage un peu laborieux, les questions essentielles ont été posées : en quoi la publicité met-elle en cause l'indépendance rédactionnelle d'un journal ? Quel est le rôle des agences de presse ? Comment lutter contre l'emprise des grands monopoles de presse ? Faut-il se battre pour la nationalisation des moyens d'information ?

« Presse et manipulation », tel était le thème du débat proposé samedi, après la description très forte faite par Schöndorf de la démolition d'une vie par la presse de Springer.

Katharina Blum, cible de la paranoïa policière et de la Zeitung, étroitement complices dans la chasse à la sorcière rouge. Dominique Pons du Matin et Didier Costa de Libération avaient répondu à notre invitation et le débat dura jusqu'à minuit. Manipuler l'information, au sens le plus grossier, c'est la truquer activement pour conditionner le public, pour provoquer des hystéries anti-rouges, anti-drogues, anti-jeunes... Les exemples ne manquent pas, souvent portés par la presse-Hersant en France ou la presse-Springer en République fédérale allemande, de ces manipulations au service de l'ordre établi.

Le débat a cherché, difficilement, à cerner une manipulation plus insidieuse. Celle du traitement de l'information, des choix de place, de tirage.

Celle du mythe de l'information objective qui cache une vision du monde qui est celle de la défense de l'ordre des choses et des valeurs « essentielles », libérales et humanistes de la société. Le Monde fut évidemment sur la sellette. L'information n'est pas neutre.

Elle n'est libre qu'aux conditions d'un pluralisme des sources, de son traitement et surtout par l'existence de journaux qui annoncent clairement la couleur. Elle participe alors au combat d'émancipation.

Dimanche, le débat sur « une autre presse ? » a rassemblé des journalistes de Rouge, d'Antirouille, de la Biscotte du Val d'Oise. La discussion a mis en évidence des préoccupations communes de ces journaux, face à la grande presse, notamment, elle a fait apparaître aussi des différences quant à la conception de ce qu'est la « contre-information », différences qui tiennent au fait que ces journaux inter-

viennent sur des terrains sensiblement différents, à partir de conceptions d'ensemble sensiblement différentes. Le débat s'est engagé sur un terrain où les réponses des uns et des autres sont apparues assez floues : que serait une presse, dans une société différente, qui exprimerait directement les préoccupations et la mobilisation des masses ?

D'une façon générale, ces débats ont fait ressortir l'insuffisance de la réflexion des révolutionnaires sur les questions de l'information, de la presse, des médias. Une raison de plus pour reprendre et élargir de semblables initiatives.

Une petite annonce

Un camarade de Dijon a eu l'excellente idée de nous envoyer, pour la souscription, un très bel appareil photo, Minolta SRT 101, avec un « doubleur » (IF bagon, télé convert 2 X). Tout cela avec la facture, le certificat pour la douane, et le mode d'emploi...

Ecrivez, ou téléphonez-nous à Montreuil. Ceci dit, on est un peu inquiet sur les dons en nature... A quand le camion de vieilles fripes ?



L'appareil a été acheté 1 640 F, plus 122 F de télé objectif. Nous le mettons en vente à 1 321 F ! Cela fait une réduction de 25%, alors profitez-en...

Questionnaire

1 500 questionnaires sont arrivés. C'est considérable. Nous devons mettre un coup de collier important pour opérer le dépouillement. Pour cela, nous donnons rendez-vous à tous les camarades libres pour la journée, à partir de 10 h, tous les jours jusqu'à la fin de la semaine

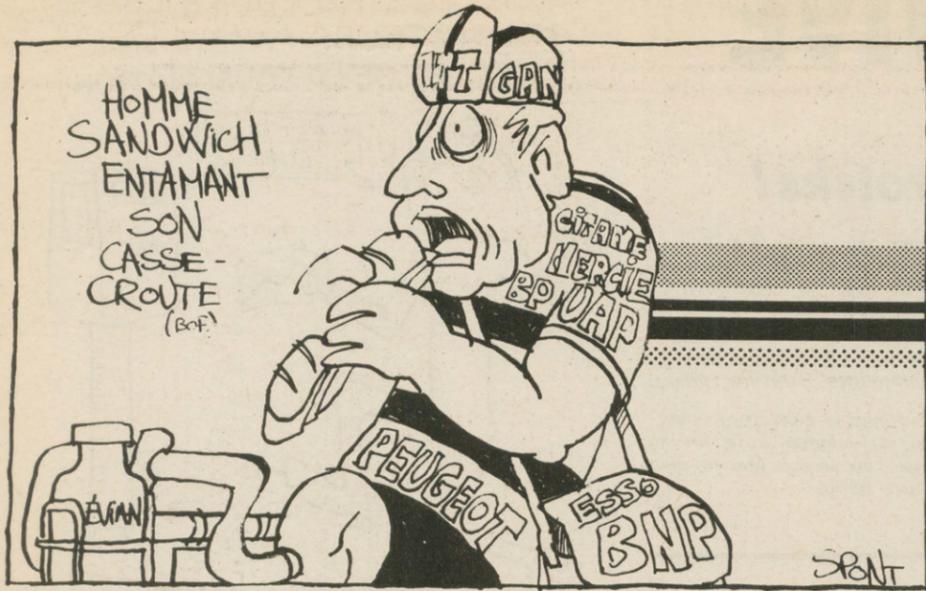
SOUSCRIPTION N° 32 - SOUSCRIPTION N° 32 - SOUSCRIPTION N° 32 - SOUSCRIPTION N° 32 - SOUS

Ancien total	449 882,00
Aujourd'hui	18 000,00
Un lecteur de Rueil	100,00
Un travailleur Agfa Rueil	200,00
Simone, Buc	100,00
Stage enseignant LCR	370,00
Collecte enseignants CES Le Breuil, Talanges (57)	200,00
« Pour que « Rouge » vive, bon courage ! » M. P. H. Paris XX ^e	20,00
A. M. C. Blois	100,00
A. P. Blois	100,00
C. L. Blois	200,00
Militant Pontoise	300,00
M. B. employé Montauban	130,00
F. M. « Allez Rouge », Montauban	20,00
B. P. infirmier Montauban	30,00
Y. M. Montauban	500,00
Un enseignant Lorient	70,00
Un sympathisant marin dans la pêche	300,00
L. ouvrier Voreppe	10,00
C. V. employé Voreppe	10,00
M. F. ouvrier Voreppe	20,00
G. I. ingénieur Voreppe	40,00
G. ouvrier Voreppe	10,00
R. B. militant PCF Voreppe	10,00
P. B. ouvrier Voreppe	50,00
La collectif du « vide sanitaire » (journal fait par sept étudiant(e)s d'Archi. UPI)	200,00
Diffuseurs « Rouge » Troyes	750,00
Sympathisant LO Troyes	50,00
B. H. Echirolles (38)	50,00
G. L. Paris XIX ^e	100,00

Collecte diffuseurs Strasbourg	970,00
P. B. et A. G. Dijon	200,00
Simon Sémur	50,00
Diffuseurs Dijon	400,00
GTR social-santé Nantes	100,00
GT SNCF Lyon-Perrache	360,00
Cellule EDF Chatou + 8 sympathisants	1 190,00
Militantes SGFN Fontenelle Rouen	100,00
Militant SNES Fontenelle Rouen	100,00
Militant SNES Fontenelle Rouen	500,00
GT Renault bureaux	890,00
CFAJ Renault	90,00
Militant CCA Courbevoie	20,00
Stand LCR à la fête de la MJC Courbevoie	41,00
GH Finances	50,00
« Social démocrate du Val-de-Marne »	10,00
Diffuseurs Dijon	140,00
Diffuseurs Montbéliard	1 790,00
Un flic progressiste du XIII ^e	30,00
Etienne (OS) militant CGT Renault Sandouville	50,00
Christian (OS) Renault Sandouville	100,00
Alain (OS) militant CGT Renault Sandouville	200,00
« On ne va pas s'arrêter au n° 400 » J. Y Amiens	50,00
« Pous que « Rouge » soit l'organe de la SFQI », bande à Léon Amiens	150,00
Ecole normale Rouen	200,00
Etudiante Rouen	100,00
A. C. militant EE Caen	200,00
P. C. militant EE Caen	500,00
Employé ANPE Bordeaux	100,00
Métallo CFDT Bordeaux	50,00
Souscription fête du PCF Bassen : militante PSU	10,00
Idem, enseignante	20,00

D. F. sympathisant LCR BIAO Bordeaux	30,00
D. S. militant LCR Bordeaux	200,00
H. P. Bordeaux	40,00
Y. B. Bordeaux	50,00
J. J. Bordeaux	50,00
Local « Rouge » Bordeaux	13,00
Educateur technique Bordeaux	50,00
Sympathisante LCR-ELKI	300,00
Sympathisants LCR Bordeaux	200,00
Travailleur ministère de l'Agriculture Bordeaux	100,00
Travailleuse ministère de l'Agriculture Bordeaux	150,00
Travailleur ministère de l'Agriculture Bordeaux	70,00
Militant LCR Bordeaux	200,00
Lectrice Bordeaux	250,00
Lecteurs Bordeaux	150,00
Local rouge Bordeaux	500,00
R. M. C. Bordeaux « Pour ses informations, « Rouge » est nécessaire »	200,00
F. V. étudiant Bordeaux	30,00
X. Bordeaux « Pour la révolution socialiste »	10,00
Militante PSU Bordeaux	40,00
Employé ANPE Bordeaux	20,00
Militants Bordeaux	1 000,00
Enseignante Saint-Jean-de-Luz	100,00
Militante Ecole émancipée Bordeaux	300,00
M. R. D. Bordeaux	50,00
Collecte au bar du Haillon	50,00
Local « Rouge » Bordeaux	310,00
P. B. lecteur Bordeaux	50,00

Nouveau total 467 696,00
• Chèques à l'ordre de SPN à l'adresse du journal.



TOUR DE FRANCE

Femmes potiches, femmes muettes

Deux femmes potiches avec des bouquets pour les deux vainqueurs du jour, Esclassin le matin (256 km de Seignosse à Bordeaux), Thureau l'après-midi dans « le contre la montre ». Le bouquet était bien sûr plus gros pour Thureau vainqueur avec 45 secondes d'avance sur Merckx et qui consolide sa première place au classement général. Une occasion de s'interroger sur la place des femmes dans grand barnum vélocipédique.

« Le Tour pourrait constituer un terrain de bataille pour le MLF, car

les femmes sont en principe exclues de la caravane, sauf les consœurs journalistes, les auxiliaires techniques et les infirmières du service médical », peut-on lire dans « l'Equipe », avec un cynisme affiché, puisque le même article n'hésite pas à utiliser l'expression « sexe faible ». De fait, et le souligner est d'importance, la compétition cycliste comme celle des autres sports dits « populaires » : rugby, football, est interdite aux femmes, dans sa dimension nationale.

Ce, par contre, qui y a droit de cité, c'est l'éternel féminin, l'image de la femme muette, aseptisée, anonyme, chère au système patriarcal.

Néanmoins, il a vécu le temps des Tours d'avant-guerre, décalque sportif du « capitalisme sauvage » où, pour un homme entreprenant, il n'était rien d'impossible. Période mythique de la promotion individuelle à la force du mollet, gommant tous les paramètres sociaux (origine de classe, ségrégation culturelle, etc.). Aujourd'hui, le Tour respire au même souffle que les multinationales, et les femmes sont des spectatrices réelles ou potentielles.

Dans une étude portant sur un échantillon de 3 000 personnes en 1976, la SOFRES a constaté que 45,7 % des fanatiques de l'épreuve sont des hommes, 26,7 % des femmes, et le reste des enfants. Plus intéressant pour les publicitaires, 42 % de ces femmes appartiennent au milieu des cadres et des commerçants, 27 % à celui des cadres supérieurs, et 29 % à celui des ouvriers et employés. Pas besoin de chercher plus loin pour préciser des « cibles ». Mais il y a plus

pernicieux, et notamment la « chosification » permanente qui est faite des femmes, au-delà de la publicité pour les cosmétiques ou les serviettes hygiéniques (menstrues = tabou). Et sur ce plan, le spectacle du Tour étonne les plus prévenus.

Des majorettes pitoyables aux femmes-sandwich, « des bonnes à baiser » susceptibles de s'offrir aux suiveurs de la caravane (1 874 personnes officiellement), aux concours de beauté locaux, c'est la grande vitrine de la marchandise humaine. Narrer ses « exploits » nocturnes avec une femme de la caravane se dit « faire bonus » avec une boule d'or (marque de cigarettes)...

Car autant les coureurs sont astreints au régime ascétique, autant pour l'accompagnement, ces 24 jours sont une parenthèse, une espèce de campagne (au sens militaire) ratée pour rien au monde. 24 jours loin de la famille et de la grisaille, durant lesquels on renoue avec les charmes du compagnonage phalocratique et de sa trilogie : rigolade, baise et bouffe.

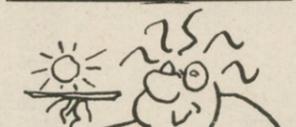
Pour les coureurs bien sûr, la continence sexuelle est de

rigueur. Il faut que leur énergie demeure toute entière canalisée vers le résultat. Leurs compagnes, leurs épouses, en attendant le retour du champion auront bien assez des tâches ménagères, de la tenue de la ferme, de leur boulot (car souvent, la paye du pédaleur est mince), de l'entretien des gosses. Seules exceptions à leur non-présence dans la course, leur venue lors d'une journée de repos. Le directeur sportif pouvant juger qu'il y a là tout bénéfice pour le moral de l'un ou l'autre de ses poulains.

Dans cet état de choses, la presse sportive ne se prive pas d'occulter encore plus l'existence des femmes. Cernées par les flashes, submergées par le phénomène soudain qui encense son mari, elle ne peut que bégayer sa solitude ou sa marginalisation par rapport à des questions de course très éloignées de sa réalité quotidienne. Et si quelques femmes de coureurs ont échappé à cette image, c'était pour apparaître, comme Jeanine Anquetil, sous les traits du manager féminin, dévouée à l'entreprise familiale.

Cependant, depuis quelques années, n'en déplaise à l'Equipe, d'autres femmes font leur intrusion dans le Tour. Ce sont, comme l'année dernière, les travailleuses de boîtes en lutte ou les enseignantes de l'Ecole émancipée, qui mirent la pagaille dans la course et y firent entendre leurs voix.

Frank Tenaille



Service compris

ROUTE DE BRETAGNE

Nous sommes deux avec beaucoup d'espoir et peu d'argent. On part en vacances entre le 6 et le 8 août à Vannes, en Bretagne. Qui veut bien nous emmener ? Nous partageons les frais d'essence.

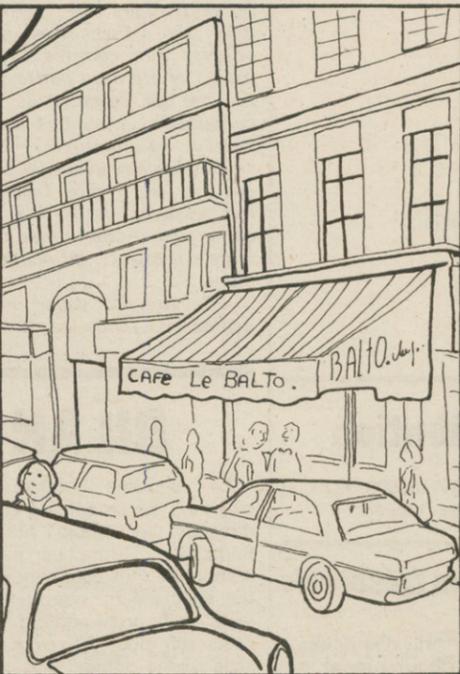
Odile Van Overbeck, 54 avenue de Clichy, 75018, Paris ou téléphoner au 686.73.73 à partir de 19 h (Olivier).

LES COUCHES NOUVELLES



Résumé: 3
 NAISSANCE et mort de Frédéric Winslow Taylor l'inventeur de l'organisation scientifique du travail et de l'homme nouveau : Le BAMBINO

Le Bambino, être falot et triste, se répandait autour de nous... Sans cesse en train de couvrir, il ruinait l'amociété. La fraternité et la tendresse disparaissaient; les hommes ne prenaient plus le temps de se parler... Les "Comment vas-tu... you de poêle"; "et toi... le à matelas" étaient remplacés par:



"Alors, ça?" "Oui, ça va, excuse-moi, je suis pressé..."
 L'homme allait bien mal. Toutes les énergies étaient concentrées sur le temps à gagner, le gain de temps comme disaient les Bambinos.



des pantoufles aussi

Pour se rendre à son travail, il contournait mille embûches, la bataille faisait rage. Un retard, une absence, la société taxait les contrevenants. Partout des pendules, des horloges, des montres, des chronomètres vous barraient le passage.

Les raquettes ne trahiront jamais.



Le soleil ne servait plus à rien, certains Bambinos ne se profitaient jamais de sa chaude caresse, ils se levaient avant lui et se couchaient après... L'Insolence des hommes n'avait plus de limites.

amour toujours! amour toujours!

Cet été, tournez avec anti-Ouspan

Continuant son action dénonçant les liens de collaboration économique, militaire et diplomatique entre la France et l'Afrique du Sud, la campagne anti-Ouspan a décidé d'organiser cet été une tournée sur les côtes bretonnes et méditerranéennes, durant les mois de juillet et août. Cette tournée permettra d'effectuer une mobilisation contre les liens France-Afrique du Sud, auprès d'un public toujours plus large.

Les oranges Ouspan se trouvent en très grand nombre à cette période de l'année et à des prix compétitifs étant donné les conditions d'exploitation des travailleurs noirs d'Afrique du Sud. L'action de boycott et d'information menée durant la tournée d'été sera reprise à un niveau national par les 80 groupes locaux de la campagne anti-Ouspan, par le boycott d'une chaîne commerciale: Paridoc (Suma, Mammoth, Félix Potin, Goulet-Turpin, etc.).

Pour la tournée d'été, plusieurs moyens de diffusion d'information ont été créés: affiches nouvelles, tracts, autocollants, ballons de baudruche, sketches divers, film (la Dernière tombe à Dimbaza) etc.

Si vous vous trouvez sur le passage de la tournée d'été, venez donc vous informer ou participer à l'animation qui se fera alors!

6 Hérouville: Animation, 20 h 30: film-débat, MJC, 1035 bd des Belles-Portes.

7 Arromanches: Animation, 20 h 30: film-débat, salle des fêtes.

21 fois Bogart ou...

Le retour de Bogey

**Sam Spade,
vous connaissez ?**

Sam Spade serra la main tendue par Gutman et entra, suivi par le gamin. Il tira de ses poches les deux pistolets et les tendit à Gutman.

— Tenez, dit-il, vous ne devriez pas le laisser se balader avec ça. Il pourrait se blesser. Le petit bonhomme éclata de rire et prit les pistolets.

— Voyons, voyons, qu'est-ce que c'est ? dit-il en regardant tour à tour Spade et le gamin.

— Un cul-de-jatte les lui avait chipés, dit Spade, mais j'ai oublié de les lui rendre.

Dashiell Hammet,
« Le Faucon maltais »

**Au studio Action,
du 6 Juillet au**

16 août...

LA RETROSPECTIVE

Le Sam Spade de John Huston sera, avec quinze autres personnages interprétés par Humphrey Bogart, au cœur de la rétrospective que le studio Action consacrera à l'acteur du 6 juillet au 16 août. Peu de film rares parmi les 16 longs-métrages annoncés, mais pour celles et ceux qui connaissent mal la carrière de « Bogey », il y a néanmoins quelques pépites qui méritent de détourner par la rue Buffault...

Les passagers de la nuit, de Delmer Daves. D'après l'admirable roman de David Goodis publié en France dans « la Série blème » sous le titre *Cauchemar*. Moins connu que le *Grand Sommeil* ou le *Faucon maltais*, il s'agit de l'un des meilleurs films de Bogart. Accusé à tort de la mort de sa femme, Bogart s'évade, se fait refaire le visage pour échapper à la police et traquer l'assassin... Un grand « thriller » illuminé (y'a pas

d'autre mot) par Lauren Bacall et Bogart.

Le *Port de l'angoisse*, de Howard Hawks, d'après le roman de Ernest Hemingway. Les aventures d'Harry Morgan, capitaine de bateau plus souvent traqué par les garde-côtes qu'à la recherche des bancs de poissons ! Sur le même sujet, on a pu voir récemment *Trafic en hauteur* de Michaël Curtis, adaptation plus réussie, (1), qui nous a permis de constater que le jeu de Bogart devait beaucoup à celui de son copain John Garfield.

La *Comtesse aux pieds nus* de Joseph Leo Mankiewicz. La rencontre inoubliable de Bogart avec la contesse Ava Gardner... Un film dramatique, magnifié par le technicolor aussi éclatant que la robe écarlate d'Ava... mais aussi le rôle le plus sobre, donc peut-être le plus convaincant de Bogart.

HUMPHREY BOGART

Né en janvier 1899, mort en janvier 1957 après 81 films et de nombreuses pièces de théâtre. Bogart est entré dans la légende hollywoodienne. Ayant prêté ses traits au chevalier errant du XX^e siècle en lutte contre la société et l'injustice, Bogart nous est proche. Le personnage quasi mythique qu'il créa, mi-révolté mi-cynique, dissimulant une sensibilité meurtrie sous un humour corrosif ressemblait comme un frère à ceux que créèrent avant-guerre Dashiell Hammett et par la suite Raymond Chandler qui affina jusqu'à l'épure son personnage de Phillip Marlowe, prototype du privé ballotté par des intrigues et des personnages qu'il ne parvient à maîtriser qu'en dernière analyse.

Moins persuasif, moins dur que des acteurs comme James Cagney ou John Garfield, Bogart imposa néanmoins à partir des années 1940 un style de jeu débarrassé des tics et conformismes qui rendaient ses premiers rôles difficilement supportables. Utilisant habilement certains défauts (son visage marqué, un rictus provoqué par une paralysie partielle de la lèvre supérieure) Bogart promena de film en film avec sa silhouette inimitable cette inquiétude qui perçait sous le moindre de ses gestes. Servi par de bons réalisateurs, Bogart déchirait l'enveloppe de ses personnages, et ses discours hargneux ou caustiques sur les hommes et la société nous apparaissent aussi critiques vis-à-vis de la société américaine que ceux de cet autre homme de gauche : Dashiell Hammet à qui ses personnages doivent tant.

M.L.

La *Femme à abattre*, de Brethaigne Windurt et Raoul Walsh. D'après le roman de James Eastwood. La longue attente d'une femme témoin capital de l'accusation dans le procès d'un tueur. Elle devient alors la cible de tous les empêcheurs de juger en rond... Bogart est là pour détourner les balles.

Le *Faucon maltais* de John Huston. Dashiell Hammett n'avait certainement pas pensé à quelqu'un comme Bogart en écrivant son roman, ce qui n'enlève rien à son talent, mais le fait que Huston ait pensé à lui pour personnifier Sam Spade aurait au moins mérité un « oscar d'intelligence ». Pour le ton...

High Sierra, de Raoul Walsh. A mon avis, le plus beau film de toute la rétrospective et le plus beau rôle de Bogart. Il y incarne un personnage de « loser » (un « perdant ») exemplaire. Truand fatigué, flanqué de complices débiles, Bogart rencontrera trop tard l'amitié, l'amour et Ida Lupino ! Il les perdra tous les trois sous les balles des flics après une échappée suicidaire au sommet d'une montagne. Dur comme l'acier, ce thriller n'a pas pris une ride en 36 ans... et il n'est pas prêt d'en prendre.

Et puis, le cadeau de Max Causse et des studios Action aux cinéphiles : la ressortie de cinq films rares, dont un inédit au studio Christine.

Rue sans issue, de William Wyler, date de 1937 et est typique des films de gangsters de cette époque. Bogart y incarne le gangster « Baby-Face Martin », dans un solide mélo à consonnance sociale. Sa confrontation avec Silvia Sydney et Joël Mc Crea en architecte idéaliste le conduira à l'impasse. Dans son rôle de caïd victime, Humphrey Bogart et la scénariste Lilian Hellman (la compagne de Dashiell Hammett) dénonçaient implacablement la pauvreté comme école du crime.

Stand in, de Tay Garnett (1937), film inédit en France sur un scénario délirant :

scandale financier à Hollywood, la Colossal Pictures est en faillite, le producteur et la star Lester Plum sont mouillés jusqu'au cou dans le scandale. Arrive un conseiller financier qui décide de remettre de l'ordre dans le studio et de reprendre le film interrompu en en confiant la réalisation à un poivrot interprété par Bogart et la vedette féminine à... un gorille ! Une comédie assez dingue où Bogart interprète à l'écran le personnage imbibé qu'il fut un moment.

Griffes jaunes (*Across the Pacific*). Un an après le *Faucon maltais*, Huston reprenait le même trio de comédiens : Bogart, Mary Astor, Sydney Greenstreet, pour les lancer dans une assez complexe histoire d'espionnage se déroulant à Panama dans un climat très exotique. Bogart empêchera-t-il les avions japonais d'aller bombarder les îles du canal ?

Passage to Marseille, que l'on a pu voir récemment à la télé au cours de l'hommage consacré à Michaël Curtis, date de 1944 et reprend un des trios du *Faucon maltais* (déjà mentionné...) en les personnes de Sydney Greenstreet, Peter Lorre et B.

Construit d'une manière très sophistiquée, le film est un quadruple flash-back. *Passage to Marseille* est un film violent et engagé qui ne put être distribué en France pendant... 20 ans. Très anti-vichyste. Bogart y apparaît sous les traits d'un journaliste, d'un bagnard, d'un naufragé, d'un marin et d'un aviateur en un seul rôle !

Le *Trésor de la Sierra Madre*, de John Huston. Très belle adaptation du roman de Bruno Traven racontant la quête de l'or des deux aventuriers et d'un vieux prospecteur sur les pentes de la Sierra Madre mexicaine. Pessimiste en diable, ce film fut couvert d'oscars.

Michel Laszlo

(1) C'est pas vrai, Hawks est le plus grand cinéaste paru et à paraître, et son adaptation est superbe, d'autant plus que Faulkner y avait mis la main. Note de M. Corti.

ROUGE-VACANCES



■ LE BLOC-NOTES
■ LES PETITES ANNONCES

☎ : 808.00.81.

✉ : 2 RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL.

TELEVISION

TF 1

- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.35 TV régionale
- 13.50 Gorilla
- 17.30 Pour les jeunes
- 19.00 Graine d'ortie (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Tour de France
- 20.00 Journal
- 20.30 L'inspecteur mène l'enquête
Les plumes noires
Jeu policier, avec une règle du jeu pleine d'avenir : comment apprendre à devenir flic...
- 22.00 Des idées et des hommes
Blaise Pascal.
L'homme, il y est, et quel ! Blaise Pascal ! Mais les idées, présentation affadie par un prof de philo auteur de manuels plats et à la retraite de la pensée de notre plus grand tragique.
- 22.55 Journal

A 2

- 13.35 Télé régionale
- 13.50 Dessin animé
- 14.00 Les après-midi d'Antenne 2
- 16.00 Un sur cinq
- 18.35 Dessin animé
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Les détours de France
- 20.00 Journal
- 20.30 Joe Forrester (série américaine)
- 21.35 Les jeux d'argent (reportages)
- 23.00 Journal

FR 3

- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Télé régionale
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
Mouvement démocrate socialiste de France
Ce sont de vieux social-démos qui n'avaient pas accepté la signature du Programme commun.
- 19.55 Flash d'actualités
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Le retour du héros
Retour du GI après la Deuxième Guerre mondiale, film TV américain.
- 21.45 Journal

ABONNEMENT VACANCES

Si vous partez en vacances n'oubliez pas de lire « Rouge » tous les jours, mais si vous n'êtes pas sûr de le trouver dans votre lieu de vacances, la meilleure solution pour assurer votre lecture quotidienne est de prendre un « abonnement vacances ».

Vous avez le choix entre un abonnement de 15 jours, d'un mois ou de deux mois.

Si vous partez trop loin, vous pouvez vous abonner à votre adresse habituelle. A votre retour vous trouverez tous les journaux.

Pour ceux qui sont abonnés, il suffit de nous envoyer : votre adresse de vacances, la période choisie, et la dernière bande d'envoi. Si vous êtes abonné en France et si vous partez à l'étranger, nous vous ferons parvenir le détail des frais supplémentaires.

ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI

Bulletin d'abonnement

(Envoyer le bulletin au service d'abonnement)

Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville :
Période du au

Tarif (encadrer le tarif choisi) :

Période :	15 jours	1 mois	2 mois
France	30 F	55 F	80 F
Etranger	60 F	90 F	135 F



Le Trésor de la Sierra Madre.

Dans le cadre d'un accord avec le Théâtre de l'est parisien, B. Besson avait monté l'an dernier au festival d'Avignon « Comme il vous plaira », de Shakespeare. Il revient cette année — avec le même scénographe et costumier, Ezio Toffolutti, dont il faut noter la qualité — pour monter « Hamlet » (1600), la tragédie la plus célèbre de Shakespeare et une œuvre traditionnellement considérée comme une des dix plus grandes qui aient jamais été écrites (1). Son héros, Hamlet, représente pour la bourgeoisie le catalyseur romantique des grandes interrogations sur le sens de la vie : sur la solitude, l'angoisse, la mort, etc. B. Besson y voit, lui, autre chose ; c'est pourquoi nous en parlons.

B. Besson est un metteur en scène qui a travaillé avec Brecht à Berlin-Est depuis la fin de la guerre jusqu'à la mort de celui-ci en 1956. Il a été, pendant ces huit dernières années, directeur d'un des plus grands théâtres de RDA, la Volksbühne. Aujourd'hui, il a démissionné de son poste, mais continuera son travail à Berlin-Est.

Entretien avec Benno Besson metteur en scène en Allemagne de l'Est

« Hamlet » ou l'autodestruction d'une maison féodale

A la question de savoir l'intérêt qu'il y a, ici mais aussi en RDA, de monter ce monument laminé par le patrimoine mondial, B. Besson répond :



Scène de « Comme il vous plaira ».

— « Hamlet », j'en suis persuadé, est aujourd'hui une œuvre centrale... En RDA comme en France, les jeunes gens ont des pères et des mères. Que les pères et mères allemands aient une histoire autre que les pères et mères français, c'est vrai. Mais, en définitive, les problèmes que pose « Hamlet », les difficultés entre parents et enfants, sont assez semblables là-bas et ici... Les pères notamment, ici et là-bas, ont été éduqués à tuer, qu'ils aient été résistants ou fascistes.

• Mais est-ce que ça ne se pose pas en termes de pouvoir politique ? Le sens des interrogations et des actions d'Hamlet se situent dans un cadre de lutte pour le pouvoir : le roi du Danemark, oncle d'Hamlet, a éliminé secrètement Hamlet père après que celui-ci eut acquis par un combat les terres de Fortinbras de Norvège ?

— Je contesterais qu'« Hamlet » pose essentiellement la question du pouvoir ou de la légitimité du pouvoir, etc. D'après cette théorie, le roi, Claudius, serait un usurpateur et Hamlet père

un roi légitime. Hamlet reconnaît pour sa part l'identité du roi et du mendiant, du roi et du voleur, du roi et du tueur. Or son père était un fort à bras, qui avait acquis son pouvoir par la violence et le vol. Où serait alors sa légitimité ? D'un point de vue marxiste, voir dans Claudius un usurpateur et dans Hamlet père un roi légitime, ça me paraît être une simplification dangereuse et pas soutenable.

Si tu veux, dans la pièce, la question du pouvoir ne se pose plus, elle est résolue, elle s'est posée avant. La pièce elle-même n'est pas une tragédie au sens français, par opposition à comédie. C'est une histoire dont l'issue est tragique. Alors : déceler le tragique dans cette histoire, c'est cela l'affaire.

La situation historique — pour autant qu'elle joue un rôle dans cette histoire — c'est la situation de deux maisons concurrentes pour la possession d'une terre, une terre frontalière contestée, appartenant à l'un ou l'autre royaume de Danemark et de Norvège. Il y a deux maisons : la maison Fortinbras en Norvège, la maison Hamlet au Danemark. Leur rivalité a été réglée par la force par le vieil Hamlet en combat singulier avec le vieux Fortinbras. C'est le vieil Hamlet, qui maniait la masse de guerre sans ménagement, donc un costaud, qui a réglé le conflit à son avantage et qui a eu les terres en question. Ensuite de quoi, Hamlet père ayant été liquidé physiquement par Claudius, le roi actuel, la rivalité va se poursuivre au niveau de la succession, donc des fils. Cependant, une trentaine d'années après la mort du vieil Hamlet, commencent des négociations pour un accord pacifique entre le roi Claudius, oncle du jeune Hamlet et le roi de Norvège, oncle du fils de Fortinbras. Le jeune Fortinbras, lui, veut un règlement par la force : il veut reconquérir les terres perdues. Mais Claudius réussit à écarter ce type de règlement et à orienter les instincts belliqueux du jeune Fortinbras sur une guerre d'honneur et de gloire pour un enjeu insignifiant, en Pologne. Voilà.

Et maintenant va se produire une chose curieuse. C'est là que la maison Hamlet, par le truchement d'Hamlet, se détruit, au gré d'une espèce d'empoisonnement interne. C'est au point que, quand le jeune Fortinbras revient de Pologne, il ne trouve que des

cadavres. C'est l'autodestruction d'une maison féodale.

C'est cela le fait historique de la tragédie : sans combat, ce jeune foudre de guerre, d'ailleurs soutenu par Orsicc, courtisan danois sans scrupule et riche de nombreuses terres, va constituer la nouvelle combinaison au pouvoir.

La tragédie est donc historique : c'est la fin d'une possibilité de gouvernement à peu près raisonnable, compte tenu des conditions de l'époque, se fondant sur la diplomatie, sur la réflexion philosophique la plus moderne de ce temps-là (l'école des humanités à Wittenberg) et qui pouvait arriver au pouvoir par Claudius et par Hamlet : c'est cette possibilité qui se détruit au profit des foudres de guerre. Et il est tragique qu'Hamlet ne le comprenne qu'au moment de mourir.

Les droits de Brecht en RDA

• C'est la seconde année que tu viens en France, est-ce dans le cadre d'accords culturels entre la France et la RDA ?

— Non. Il n'y a pas d'accords. C'est privé. C'est-à-dire que j'ai des congés et je les utilise comme ça.

• La presse ouest-allemande a fait état de difficultés que tu aurais en RDA, qu'en est-il ?

— D'abord, il n'y a pas de relation entre ces difficultés et le fait que je travaille ici... Les difficultés que j'ai à Berlin se sont déclenchées sur les droits de Brecht. Sur la base des lois et conventions internationales de la propriété privée, qui existent concernant la propriété intellectuelle, les héritiers de Brecht jouissent ainsi d'un certain monopole en RDA et le font valoir. Ce qui limite l'utilisation des œuvres de Brecht. C'est cela que je n'accepte pas.

Il est vrai que la situation s'est pas mal débloquée : on peut jouer Brecht maintenant, mais dans des conditions qui me paraissent encore défavorables. L'amélioration, c'est une commission installée par le ministère auprès de l'Académie des Beaux-Arts, qui gère les droits nationalisés. Le compromis, c'est que la fille de Brecht, héritière des droits, préside ladite commission et qu'elle aussi directeur du Berliner Ensemble (2). L'héritière avec le Berliner Ensemble cèdent sur le plan juridique, mais gardent pratiquement le monopole des droits de représentation de l'œuvre de Brecht. Ainsi la mesure débloque un peu la situation sans vraiment la dégelier : à Berlin, d'autres théâtres que le Berliner Ensemble — la Volksbühne en particulier — pourront jouer certaines œuvres de Brecht, pour autant que la commission nommée par le ministère et présidée par l'héritière de Brecht les y autorise.

• C'est à peine contradictoire : toute l'œuvre de Brecht est une démonstration que la propriété privée est un frein au libre épanouissement des hommes et de la culture, et dans un pays sensé avoir détruit les bases de cette propriété, Brecht ne peut être joué librement parce qu'il est la propriété privée de citoyens de ce pays.

— J'ai travaillé sept ans avec Brecht. Ma démarche au théâtre part de ce que j'ai pu apprendre au cours de ces années. L'importance internationale du théâtre en RDA se fonde sur les activités de Brecht en RDA. Il y a toute une tradition du théâtre qui s'est créée sur cette base... Donc, à la longue, il est très



Scène de « Comme il vous plaira ».

difficile pour moi de diriger un théâtre dans la capitale de la RDA sans que ce théâtre travaille en toute liberté avec cet instrument qu'est le théâtre de Brecht...

• C'est donc une bagarre entre le monopole du Berliner Ensemble, théâtre de Brecht et les autres ?

— C'est ça qui ne va pas.

• Et quelle est la position du pouvoir ?

— Il est relativement coincé, parce que s'il appliquait purement et simplement le décret de nationalisation des droits de Brecht, les héritiers pourraient empêcher que sorte de RDA quoique ce soit de Brecht. C'est pourquoi il compose avec eux... D'autre part, en supposant une mesu-

re radicale de nationalisation, les éditeurs de Brecht en pays capitalistes pourraient faire des procès au gouvernement de RDA, comme c'est arrivé, dit-on en Suisse, qui se chiffrent en millions de devises. Ce que le gouvernement de RDA ne veut pas affronter.

• On peut quand même s'étonner qu'un gouvernement si prompt à faire pression et plus que cela sur certains — je pense à Biermann — soit si peu diligent — sans que je soutienne la méthode — dans cette affaire.

— On peut s'étonner. Pour moi, concrètement je regrette que ce pouvoir n'ait pas réussi à rendre commun à tous de façon radicale ces droits privés, comme je le

voudrais ; de façon que moi, avec mes qualités et celles de l'équipe avec laquelle je travaille, ou avec nos possibilités, je puisse continuer à diriger ce théâtre... Si avec mon équipe, je ne peux pas utiliser, comme nous l'entendons, le matériau Brecht, cela met en cause la suite de notre travail. Et dans la bagarre, ce sont les plus puissants, en l'occurrence les héritiers de Brecht, soit des droits de propriété privée, qui ont gain de cause. Ne voulant pas céder sur ce point, j'ai donné ma démission de la direction de la Volksbühne...

C'est un accident, la goutte qui fait déborder le vase, mais ce qu'on peut appeler « l'affaire Brecht » dure depuis sa mort, ce qui est l'indice d'autre chose, d'une tendance.

• Pour ta situation personnelle, qu'est-ce qu'implique ta démission ?

— J'ai de toutes façons encore un an à faire à la Volksbühne, où je veux justement monter un Brecht. Je verrai comme ça se passe. Et après je continuerai de mettre en scène à Berlin-Est.

Propos recueillis par P. Razdac

(1) « La tragique histoire d'Hamlet, prince de Danemark » sera présenté à Avignon, dans la cour du Palais des papes, le dimanche 10 juillet à 20 h, les 16, 18, 20, 22 et 24 à 21 h.

Il sera présenté à Paris en novembre-décembre et à Louvain en Belgique en septembre-octobre et janvier-février.

(2) Théâtre où Brecht créa sa compagnie quand il arriva en RDA en 1948.



Scène de « Comme il vous plaira », monté par Benno Besson, l'an dernier, au festival d'Avignon.